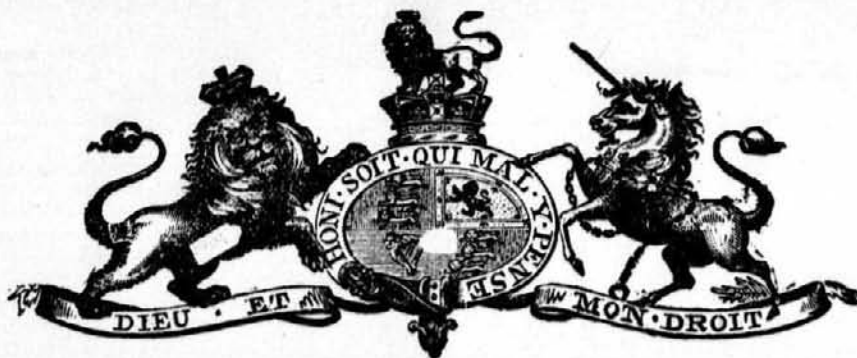




Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 30 AVRIL 1898.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

965

Nominations

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un syndic d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 23 avril courant, 1898, de nommer M. Hercule Ladouceur, syndic de la municipalité scolaire catholique du village de Saint-André, comté d'Argenteuil, en remplacement de M. Joseph Thibault.

1889

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 25 avril 1898.

Il a plu au LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 23 avril 1898, en vertu des dispositions des articles 326 et 327 du code municipal, de nommer MM. Thomas Fortin et Ferdinand Bouchard, conseillers de la municipalité de Saint-Urbain, dans le comté de Charlevoix.

1895

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 30th APRIL, 1898.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

966

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school trustee.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 23rd of April instant, 1898, Mr. Hercule Ladouceur, trustee of the catholic school municipality of the village of Saint Andrew, county of Argenteuil, to replace Mr. Joseph Thibault.

1890

DEPARTMENT OF PROVINCIAL SECRETARY.

Quebec, 25th April, 1898.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 23rd of April, 1898, in virtue of the provisions of articles 326 and 327 of the municipal code, Messrs Thomas Fortin and Ferdinand Bouchard, municipal councillors of the municipality of Saint Urbain, county of Charlevoix.

1896

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 22 avril courant, de nommer M. Peter Munroe Hayes, commissaire d'écoles pour la municipalité de Shefford, comté de Shefford, en remplacement de M. John T. Booth, dont le terme d'office est expiré. 1887

Proclamations

Canada,
Province de
Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que par
Proc.-Génl. } l'article 1362 des
statuts refondus de la province de Québec, il est,
entre autres choses décrété que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra désigner, par proclamation, un jour qui sera observé comme "JOUR DES ARBRES", pour la plantation des arbres ;

ET ATTENDU que le climat de Notre province de Québec n'est pas uniforme et qu'il ne conviendrait pas de fixer le même jour dans toute la province pour la plantation des arbres, Nous avons jugé à propos de diviser Notre dite province pour les fins du dit article en deux sections, qui seront appelées respectivement la "DIVISION OUEST" et la "DIVISION EST", et de désigner un jour différent pour chacune de ces divisions, comme "JOUR DES ARBRES".

A CES CAUSES, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons que MARDI, le TROISIEME jour du mois de MAI prochain, sera observé comme "JOUR DES ARBRES", dans la division ouest susdite, savoir : dans les comtés d'Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Deux-Montagnes, Drummond, Hochelaga, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montréal, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Terrebonne, Trois-Rivières, Val-de-Fleur, Verchères et Yamaska ; et que MARDI, le DIXIEME jour du mois de MAI prochain, sera observé comme "JOUR DES ARBRES", dans la division est susdite, savoir : dans les comtés d'Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Gaspé, Kamouraska, Lac-Saint-Jean, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec (cité), Québec (comté), Rimouski, Saguenay, Saint-Sauveur, Témiscouata et Wolfe.

Et par les présentes, Nous recommandons instamment à tous les habitants de notre dite province de consacrer les jours ci-dessus désignés à la plantation des arbres ; et Nous prions toutes les corporations municipales, religieuses et scolaires de coopérer aux succès de cette œuvre qui promet, dans un avenir prochain, des résultats importants.

De tout ce que dessus, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 23rd April instant, to Mr. Peter Munroe Hayes, school commissioner for the school municipality of Shefford, county of Shefford, to replace Mr. John T. Booth, whose term of office has expired. 1888

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, QUEEN, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS by article
Atty. Genl. } 1362 of the revised
statutes of the province of Quebec, it is, amongst
other things, enacted that the lieutenant-governor
in council may appoint, by proclamation, a date to
be observed as "ARBOR DAY", for the planting
of trees ;

WHEREAS that the climate of Our province of Quebec is not uniform, and it would not be proper to establish the same day throughout the province for the planting of trees, We have deemed it advisable to divide Our said province for the purposes of the said article into two sections, which will be called respectively the "WEST DIVISION" and the "EAST DIVISION", and to designate a different day for each of these divisions, as "ARBOR DAY".

WHEREFORE, We have ruled and ordered, and by these presents do rule and order that TUESDAY, the THIRD day of the month of MAY next, shall be observed as "ARBOR DAY," in the aforesaid west division, to wit : in the counties of Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Two Mountains, Drummond, Hochelaga, Huntingdon, Iberville, Jacques Cartier, Joliette, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montreal, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint Hyacinthe, Saint Johns, Saint Maurice, Terrebonne, Three Rivers, Val-de-Fleur, Verchères and Yamaska ; and that TUESDAY, the TENTH day of the month of MAY next, shall be observed as "ARBOR DAY," in the aforesaid east division, to wit : in the counties of Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Gaspé, Kamouraska, Lake Saint John, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Quebec (city), Quebec (county), Rimouski, Saguenay, Saint Sauveur, Témiscouata and Wolfe.

And by these presents, We do urgently recommend to all the inhabitants of Our said province to set apart the above mentioned days for the plantation of trees ; and We beg all municipal, religious and school corporations to co-operate towards the success of this work which promises, in the near future, important results.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent,

fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT ET UNIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre,

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

1869-2

Canada
Province of
Québec

[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le CINQUIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et à chacun de vous—SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le CINQUIÈME jour du mois d'AVRIL mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le QUATORZIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-HUITIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

781

and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-FIRSTH day of APRIL, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-first year of Our Reign.

By command,

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

1870

Canada,
Province of
Quebec.

[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FIFTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FIFTH day of the month of APRIL, one thousand eight hundred and ninety-eight, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now Know Ye, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the FOURTEENTH day of the month of MAY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-EIGHTH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-one year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDIN,
Clerk of the Crown in Chancery
Québec.

782

Avis du Gouvernement

RÈGLEMENTS CONCERNANT LES ÉDIFICES
PUBLICS DANS LA PROVINCE
DE QUÉBEC.

*Approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil,
le 31 mars 1898, sous l'autorité de l'acte 57
Vict., chap. 29.*

INSTALLATION ET ENTRETIEN DES ÉDIFICES PUBLICS
EN GÉNÉRAL.

1. Les édifices publics, ainsi que tous les meubles et immeubles qui en dépendent, doivent être installés et entretenus de telle sorte que la vie des personnes qui y ont accès soit parfaitement protégée contre les accidents.

2. Ils doivent être pourvus de tous les moyens nécessaires pour permettre aux occupants ou au public de sortir promptement et facilement, en cas d'alarme de feu ou de panique.

3. Si l'inspecteur doute de la solidité d'une construction, il peut exiger un certificat d'architecte.

4. Si l'inspecteur constate qu'en raison du manque de résistance ou de solidité d'un édifice ou d'une partie d'icelui, il y a danger d'écroulement, il doit sur-le-champ ordonner l'évacuation immédiate et complète du dit édifice ou de partie d'icelui, suivant le cas.

5. Les échafauds érigés pour la réparation ou l'ornementation des différentes pièces des édifices publics, ou pour autres travaux, doivent être construits solidement et en bons matériaux; les plateformes doivent avoir une largeur suffisante et être installées de manière à permettre aux ouvriers de travailler avec sécurité.

PORTES ET ISSUES.

6. Si les issues sont insuffisantes, l'inspecteur peut ordonner qu'il en soit construit d'autres, à l'intérieur; et, dans le cas où cela serait trop difficile, des travaux pour rendre facile la sortie de personnes doivent être exécutés à l'extérieur.

7. Les principales portes servant d'issues doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie, et être tenues libres pendant toute la durée des assemblées, classes, représentations, services religieux, etc. Elles doivent se fermer au moyen de poids ou de ressorts, et non de clenches.

8. La largeur de ces portes ne doit pas avoir moins de 48 pouces, et la hauteur moins de 7 pieds.

9. Les portes servant d'issues à des corridors, passages, allées ou escaliers, ne doivent pas avoir une largeur moindre que celles de ces passages. Les portes servant d'issues, en cas de panique, doivent s'ouvrir dans les deux sens, et être maintenues fermées au moyen de poids ou de ressorts.

ESCALIERS.

10. Les principaux escaliers ne doivent pas avoir moins de quatre pieds de largeur, et il ne doit pas y avoir plus de douze pieds entre chaque palier. Ils doivent être assez nombreux pour permettre l'évacuation facile et immédiate de l'édifice.

11. La profondeur minima des marches doit être de 12 pouces, et la hauteur maxima de 8 pouces.

12. Les escaliers doivent être maintenus en bon état et munis de gardes et de rampes.

13. Si ces escaliers servent d'issues pour les cas de panique ou d'incendie, ils doivent être enfermés, à moins qu'ils ne soient construits dans des tours.

ALLÉES, PASSAGES, COULOIRS ET VESTIBULES.

14. La largeur des allées, passages, couloirs, vestibules, etc., doit être proportionnée au nombre de places destinées aux occupants, soit dix-huit pouces de largeur par cent occupants; mais nulle allée ou

Government Notice

REGULATIONS RESPECTING PUBLIC
BUILDINGS IN THE PROVINCE
OF QUEBEC.

*Approved by the Lieutenant-Governor in Council, on
the 31st March, 1898, under the authority of the
act 57 Victoria, chapter 29.*

INSTALLATION AND MAINTENANCE OF PUBLIC
BUILDINGS GENERALLY.

1. Public buildings, with all movables and immovables connected therewith, must be so laid out arranged and maintained, that the persons frequenting them shall be efficiently protected against accidents.

2. They must be provided with all means necessary for giving rapid and easy egress to their inmates or to the public in the event of fire or panic.

3. If the inspector has any doubt as to the solidity of a building, he may require a certificate from an architect.

4. If the inspector finds that, owing to want of resistance or solidity, there is any danger of the building, or any portion thereof, falling down, he shall at once order that the said building or portion thereof (as the case may be), be immediately and completely cleared.

5. Scaffoldings erected for repairing or ornamenting various portions of public buildings or other works, shall be solidly built of sound materials; platforms must be sufficiently wide and be so disposed as to allow the men to work in perfect safety.

DOORS AND EXITS.

6. If the exits are not sufficient, the inspector may order that others be made inside the building, and in the event of this being too difficult to effect, work must be done outside to facilitate the exit of persons.

7. The main doors of egress must open outwards and be left unfastened during the whole time of the meetings, classes, performances, religious services, etc. They must be closed by means of weights or springs and not with latches.

8. The width of such doors must not be less than forty-eight inches nor the height less than seven feet.

9. Doors serving as exits for corridor, passages, alleys or stairs must not have a width less than that of such passages. Doors serving as exits in case of panic must open both ways and be kept closed by means of weights or springs.

STAIRS.

10. The main staircases must be at least four feet wide and there must not be more than twelve feet between each landing; they must be in sufficient number to allow of the building being immediately and easily cleared.

11. The depth of the steps must not be less than twelve inches and the height eight inches at the most.

12. Stairs must be kept in good order and be provided with hand-rails and balusters.

13. When stairs serve as exits in case of panic or fire, they must be closed in unless built in towers

CORRIDORS, PASSAGES, LOBBIES AND VESTIBULES.

14. The width of alleys and passages must be calculated according to the number of places destined to the occupants: say a width of eighteen inches for every hundred occupants; but in no case

passage ne devra avoir, dans aucun cas, moins de deux pieds six pouces de largeur, dans sa partie la plus étroite.

15. Les corridors ne doivent pas avoir moins de cinq pieds de largeur.

16. Les passages, escaliers, etc., doivent être libres et ne contenir aucun objet pouvant obstruer la circulation.

ÉCLAIRAGE.

17. Les salles, escaliers, passages, ascenseurs et issues de sauvetage doivent être bien éclairés.

18. Les appareils d'éclairage doivent être placés à une hauteur telle qu'ils ne puissent ni nuire, ni être endommagés, ni gêner la circulation.

ASCENSEURS.

19. Les ascenseurs doivent être disposés de manière à ce que la fermeture du puits, à chacune de ses entrées, s'effectue automatiquement.

20. Les ouvertures des ascenseurs doivent être munies d'appareils protecteurs et être constamment fermées, excepté quand des personnes dûment autorisées par le propriétaire doivent faire fonctionner l'appareil.

21. Les portes des ascenseurs ne doivent s'ouvrir sans clef que par l'intérieur.

22. Les cages d'ascenseurs pour personnes et pour marchandises doivent être pourvues d'un appareil automatique d'arrêt, en cas d'accident.

23. L'examen et vérification des diverses parties des ascenseurs doit avoir lieu tous les six mois.

24. Le fonctionnement des ascenseurs pour personnes et pour marchandises peut être défendu par l'inspecteur, si les conditions de sécurité nécessaires n'existent pas.

25. Tout employé chargé de conduire un ascenseur doit être âgé de 18 ans, au moins.

26. A l'avenir, dans toute nouvelle construction, les puits des ascenseurs devront être faits de matériaux incombustibles, et s'élever à six pieds au moins au-dessus du toit.

PRÉCAUTIONS CONTRE L'INCENDIE.

27. Le propriétaire doit faire tous les arrangements intérieurs et se munir des appareils nécessaires pour prévenir les incendies et assurer la sécurité de ceux qui visitent, fréquentent ou habitent l'édifice.

28. Il est défendu de fumer dans tout édifice public, excepté dans la salle qui serait affectée à cet usage.

29. Les récipients d'huiles diverses doivent être gardés dans un endroit spécial et clos.

30. Les générateurs à gaz doivent être isolés et surveillés par des hommes âgés de 18 ans, au moins.

31. L'emploi de lampes fermées est imposé dans tous les endroits où l'on peut redouter l'incendie.

32. Il est strictement défendu d'accumuler en aucun endroit des matières explosives ou inflammables.

PRÉCAUTIONS EN CAS D'INCENDIE OU DE PANIQUE.

33. Dans les édifices à deux étages, ou plus, occupés au-dessus du premier étage, l'inspecteur peut exiger la construction d'issues additionnelles et même d'escaliers de sauvetage à l'extérieur, si les issues ordinaires de chaque extrémité ne sont pas suffisantes.

34. Ces issues doivent consister en ouvertures, portes ou fenêtres ouvrant dans le sens de la sortie, communiquant à des balcons ou galeries placées en dehors de l'établissement.

35. Des écritaux portant les mots "Sortie en cas de panique," doivent indiquer l'accès à ces issues.

36. L'angle des escaliers ne doit guère dépasser 45 degrés.

37. Les balcons, galeries et escaliers doivent être

can an alley be made less than two feet six inches wide in its narrowest part.

15. Corridors must not be less than five feet wide.

16. Passages, stairs, etc., must be free from everything which might impede circulation.

LIGHT.

17. The rooms, stairs, passages, elevators and safety exits must be lighted.

18. The light fixtures must be at such a height that they cannot be injured, nor inconvenience, nor impede circulation.

ELEVATORS.

19. Elevators shall be so arranged that the shafts can be completely closed automatically at each opening.

20. Elevators openings must be provided with protective appliances and be kept constantly closed, except when persons duly authorized by the proprietor have to work the elevator.

21. Elevator doors must open only from the inside without a key.

22. The cages of the elevators for passengers and for goods must be provided with a self-acting suitable appliance, by which they can be stopped in case of accident.

23. The various parts of each elevator or hoist must be examined about every six months.

24. The working of elevators and hoists may be stopped by the inspector if they are not in a proper condition as regards safety.

25. No person under eighteen years of age can be placed in charge of an elevator.

26. In every building, hereafter erected, the elevator shafts shall be made of incombustible materials and rise at least six feet above the roof.

PRECAUTIONS AGAINST FIRE.

27. The proprietor must have all the interior arrangements made and provide himself with all the necessary apparatus for preventing fire and for securing the safety of those who may visit, frequent or inhabit the building.

28. No smoking is allowed in any public building, except in the room set apart for the purpose.

29. Receptacles for oil of various kinds must be kept in a special and closed place.

30. Gas generators must be isolated and be under the care of men not under eighteen years of age.

31. The use of closed lamps is compulsory wherever there is any danger of fire.

32. It is expressly forbidden to allow explosive or inflammable substances to accumulate in any place whatever.

PRECAUTIONS IN CASE OF FIRE OR PANIC.

33. In buildings of two stories and over, occupied above the first story, the inspector may require the construction of additional exits and even of safety stairs outside, if the ordinary exits at each end are not sufficient.

34. These exits must consist of opening, doors and windows opening outwards, communicating with balconies or galleries outside the building.

35. Notices with the words: "Exit in case of panic" must indicate the way to such exits.

36. The angle of the stairs should barely exceed 45 degrees.

37. The balconies, galleries and stairs must be

construits en fer, et ces derniers doivent descendre jusqu'au sol. Cependant la base de ces escaliers pourra être mobile.

38. Ces balcons, galeries et escaliers doivent être construits aux endroits et de la manière indiqués par l'inspecteur.

39. Lorsque les fenêtres ou autres issues donnant sur les escaliers de sauvetage, sont à plus de deux pieds de hauteur du plancher, on doit établir des gradins pour permettre aux occupants d'atteindre facilement ces issues.

40. Ces issues de sauvetage doivent toujours être tenues en bon état et libres de tout embarras ou de toute obstruction quelconque.

41. Dans le cas d'édifices à toits plats, une échelle en fer, de la largeur de 24 pouces, devra communiquer du balcon le plus élevé au sommet du bâtiment, et excéder le toit d'au moins 24 pouces.

42. Une hache ou autre outil doit être placée à proximité de chaque issue.

43. L'inspecteur peut exiger l'adoption d'appareils spéciaux de sauvetage lorsque la situation particulière du local ou le nombre des personnes les rendent nécessaires.

MESURES DE SURETÉ RELATIVES AUX APPAREILS SOUS PRESSION DE VAPEUR.

44. Lorsque le propriétaire d'un édifice se sert d'une chaudière à vapeur et accessoires dont la pression excède six livres, il doit fournir, chaque année, à l'inspecteur des édifices publics, un certificat d'un inspecteur compétent constatant le bon état de cette chaudière à vapeur, des moteurs et conduites-vapeur qui en dépendent, ainsi que de tout autre appareil.

45. Aucune chaudière à vapeur, d'une pression de plus de six livres, ne sera placée, à l'avenir, dans un édifice public, sans l'autorisation de l'inspecteur.

46. L'installation doit en être faite dans de bonnes conditions, sous le rapport de la sécurité, et de manière à en rendre l'inspection facile.

47. Chaque chaudière doit être munie de deux soupapes de sûreté, chargées de manière à laisser la vapeur s'échapper dès que sa pression effective atteint la limite maxima indiquée par le certificat de la dernière inspection.

48. L'orifice de chacune des soupapes doit suffire à maintenir la vapeur dans la chaudière à un degré de pression n'excédant, en aucun cas, la limite ci-dessus.

49. La charge de la soupape de sûreté doit être d'un poids unique et ne doit jamais être modifiée.

50. Toute chaudière doit être munie d'un manomètre en bon état placé en vue du chauffeur, et gradué de manière à indiquer en livres la pression effective de la vapeur dans la chaudière.

51. Chaque chaudière doit être munie de deux appareils indicateurs du niveau de l'eau, indépendants l'un de l'autre, et placés en vue de l'ouvrier chargé de l'alimentation.

52. Le niveau de l'eau doit se trouver constamment entre ces appareils.

53. L'inspecteur des établissements industriels peut exiger que toute personne en charge d'une chaudière à vapeur soit en possession d'un certificat donné, soit par un examinateur d'inspecteurs de chaudières à vapeur, soit par un inspecteur de chaudières à vapeur ou par le président d'une association d'ingénieurs-mécaniciens, attestant sa compétence.

THÉÂTRES ET SALLES DE CONFÉRENCE OU D'AMUSEMENTS PUBLICS.

54. Le certificat prescrit par l'article 2977 des S.R.P.Q., tel qu'amendé par l'acte 57 Vict., chap. 29, doit indiquer le nombre de personnes que peut contenir tout théâtre, salle de conférences ou salle d'amusements.

55. Ce nombre doit être déterminé par la quantité et la dimension des issues et par la largeur des

made of iron, and the latter must go down to the ground. However, the lower end of these staircases may be moveable.

38. These balconies, galleries and stairs shall be built at the places and in the manner indicated by the inspector.

39. When windows or other exits leading to the fire-escape stairs are more than two feet above the floor, steps must be placed to enable the inmates easily to reach such exits.

40. These safety exits must always be kept in good order and clear of all impediments or obstructions whatsoever.

41. In the case of buildings with flat roofs, an iron ladder twenty-four inches wide must give communication from the highest balcony to the top of the building and exceed the roof by at least twenty-four inches.

42. An axe or other tool shall be placed near these exits.

43. The inspector may insist upon special safety appliances being adopted when the particular situation of the premises or the number of persons renders the same necessary.

SAFETY MEASURES RESPECTING APPARATUS UNDER STEAM PRESSURE.

44. Whenever the proprietor of a building makes use in it of a steam-boiler and apparatus with a pressure exceeding six pounds, he shall, each year, give the inspector of public buildings a certificate of a competent inspector, that such boiler and the motors and steam pipes connected with it, are in good order.

45. No steam boiler with a pressure of over six pounds, shall hereafter be placed in a public building without the authorization of the inspector.

46. Such boiler shall be properly put in, both as regards safety and facility of inspection.

47. Every boiler must be provided with two safety-valves so loaded as to allow the steam to escape as soon as its effective pressure attains the maximum limit specified in the certificate of the last inspection.

48. The opening of each valve must be sufficient to maintain the steam in the boiler at a degree of pressure not exceeding the above limit in any case.

49. The load on the safety-valve must be of one weight only and never be altered.

50. Every boiler must be provided with a steam-gauge, in good order, placed in full view of the stoker and so graduated as to indicate in pounds the working pressure of the steam in the boiler.

51. Every boiler must be provided with two water-gauges, independent of each other, and in full view of the workman who has charge of the feeding.

52. The water-level must always be between these apparatus.

53. The inspector of public buildings may require that the person in charge of the boiler shall hold a certificate either from an examiner of boiler inspectors or from a boiler inspector or from the president of an association of mechanical engineers establishing the competency of such person in charge.

THEATRES AND HALLS FOR MEETINGS, LECTURES AND PUBLIC AMUSEMENTS.

54. The certificate prescribed by article 2977 of the Revised Statutes of Quebec, as amended by the Act 57 Victoria, chapter 29, must specify the number of persons which such theatre or hall for meetings, lectures, or public amusements, can contain.

55. Such number shall be determined by the number and dimensions of the exits and the width

passages et des allées, et il n'est pas permis de laisser entrer des spectateurs ou auditeurs en nombre plus élevé que le chiffre indiqué au certificat.

56. Ce certificat doit être affiché dans l'endroit désigné par l'inspecteur, et nul ne peut le changer de place sans sa permission. Cet affichage peut être fait en double ou plus, selon le besoin.

57. Il est défendu de placer des chaises, pliants, bancs ou autres sièges quelconques, de manière à gêner d'une façon quelconque la circulation dans tout passage, aile ou allée, pendant la représentation, conférence ou réunion. Il n'est pas non plus permis de s'y tenir debout, ni d'obstruer les issues.

58. Les jeux d'acrobates ne sont pas permis au-dessus de l'enceinte réservée au public, à moins qu'un filet ne soit tendu à une distance convenable de la tête des spectateurs.

59. Au-dessus de chaque porte ou issue conduisant à l'extérieur il doit être apposé une affiche portant en gros caractères le mot "SORTIE," ou "EXIT," avec lumière suffisante pour être lue facilement.

60. Désormais, dans tout théâtre ouvert au public, il devra être installé un rideau incombustible en outre du rideau ordinaire.

61. Les galeries, ponts, escaliers, au-dessus des coulisses ou de la scène doivent être construits en matériaux incombustibles. Les constructions actuelles qui sont en bois doivent être recouvertes de peinture à l'épreuve du feu.

62. Les ateliers du machiniste et du décorateur doivent être séparés de l'édifice principal par une porte incombustible, tenue fermée pendant la représentation.

63. Les escaliers, passages, couloirs et allées doivent être éclairés d'une manière suffisante jusqu'à la fin du spectacle et la sortie du public.

64. Si l'éclairage se fait autrement qu'à l'électricité, les lumières placées dans les coulisses, sur le parquet de la scène, rampes, etc., doivent être entourées d'un manchon métallique.

65. L'inspecteur peut exiger que, dans les théâtres, salles de conférences ou d'amusements publics de grande dimension, au-dessus du premier étage, on emploie un ou plusieurs gardiens dont le devoir spécial sera de prendre charge des boyaux et autres appareils contre l'incendie, et de veiller à ce que ces appareils soient toujours maintenus en bon état et prêts à fonctionner.

66. Ces gardiens doivent être constamment présents pendant les représentations, conférences ou réunions, et prêts à faire fonctionner les dits appareils, à la première alarme. Ils doivent être en uniforme, se tenir à leur poste pendant toute la durée du spectacle, ou de la réunion, connaître parfaitement le maniement des appareils confiés à leurs soins, les issues de l'édifice et les moyens de sauvetage.

HOTELS ET MAISONS DE PENSION.

67. L'inspecteur peut exiger que, dans tout hôtel ou maison de pension de cent chambres occupées, il y ait un gardien pendant toute la nuit.

68. Les passages et escaliers doivent être éclairés pendant toute la nuit. Les lampes indiquant les issues de sauvetage doivent être munies de verres de couleur différente des autres lampes.

69. Dans chaque chambre, le propriétaire doit faire afficher un avis, en français et en anglais, contenant les renseignements nécessaires pour permettre aux occupants de se diriger vers les issues supplémentaires et de faire usage des extincteurs et des appareils de sauvetage.

70. Il doit y avoir un gong sonore ou un autre appareil d'alarme pour réveiller les occupants, la nuit, en cas de danger.

of the passages and alleys, and no spectator or auditor shall be admitted in excess of the number indicated in the certificate.

56. Such certificate shall be posted up in a place indicated by the inspector, and no one shall remove it to another place without his permission. A duplicate or more copies may be posted up if required.

57. It is forbidden to place any chair, folding chair, stool or other seat whatever, so as to in any wise impede circulation in any passage, wing or alley during the performance, lecture or meeting. Neither shall anyone be permitted to stand in or to obstruct the exits.

58. Acrobatic performances over the place occupied by the public shall not be permitted unless a net be stretched at a suitable height above the heads of the spectators.

59. Above doors or exits leading outside, a notice shall be put up with the word "SORTIE" or "EXIT" on it, in large letters, with sufficient light to enable it to be easily read.

60. Hereafter a fire-proof curtain shall be put up, in addition to the ordinary curtain, in every theatre open to the public.

61. The galleries, bridges and stairs, above the wings and the stage, must be made of incombustible materials. Those now in existence, which are of wood, must be painted with fire-proof paint.

62. The machinist's and decorative painter's workshop must be separated from the main building by a fire-proof door, which must be kept closed during the performance.

63. The stairs, passages, lobbies and alleys shall be sufficiently lighted until the close of the performance and until the audience have left.

64. If the building is lighted otherwise than by electricity, the lights in the side-scenes and on the stage and the foot-lights must be covered with a wire screen.

65. The inspector may require that above the first story of any building of large dimensions used as a theatre or hall for meetings, lectures or public amusements, one or more watchmen shall be employed, whose duty it shall be to take charge of the hose and other fire apparatus and to see that such apparatus are always in good order and ready for use.

66. The watchmen shall constantly be present during the performances, lectures or meetings and be prepared to use such apparatus on the first alarm. They must be in uniform, remain at their posts during the entire performance or meeting, and be thoroughly acquainted with the working of the apparatus in their charge, the exits from the building and the means of escape.

HOTELS AND BOARDING-HOUSES.

67. The inspector may require that in every hotel or boarding-house, in which there are one hundred occupied rooms, there shall be a watchman in charge all through the night.

68. The passages and stairs must be lighted all night. Lamps indicating safety exits must have glasses of a different color from the other lamps.

69. The proprietor must post up in every room a notice in english and french containing the necessary directions to enable the inmates to reach the supplementary exits and to use the extinguishers and fire-escapes.

70. There must be a loud gong or other alarm to awaken the inmates at night in case of danger.

MAISONS D'ÉDUCATION, HÔPITAUX ET ASILES.

71. Il est du devoir du directeur de tout collège, séminaire, école, couvent, hôpital ou asile, d'instruire, autant que possible, les élèves ou autres occupants sur ce qu'il y a à faire en cas de feu, et de leur montrer la manière de se servir des appareils de sauvetage ou d'extinction.

72. Le Commissaire des Travaux Publics nomme ceux des inspecteurs qui doivent assurer la mise à exécution de la loi et des présents règlements dans les communautés religieuses; et il leur donne des instructions à cet effet.

73. L'inspecteur doit avoir entrée libre dans les édifices à toute heure raisonnable du jour et de la nuit, pour l'accomplissement de ces devoirs.

74. Il a le droit d'exiger la production des certificats ou autres documents requis par la loi et les présents règlements, ainsi que tous les renseignements qu'il juge nécessaires.

75. S'il a raison de craindre d'être molesté dans l'exécution de ses devoirs, il a le droit de se faire accompagner, dans chaque cas, par un ou plusieurs constables.

DISPOSITIONS SPÉCIALES.

76. L'inspecteur, après avoir signalé au propriétaire d'une maison ou édifice les défauts qui peuvent exister, soit dans la construction ou l'entretien des bâtisses, soit dans l'installation ou l'entretien de l'établissement, ou autres défauts résultant de l'absence de ce qui est requis pour protéger la vie des personnes, devra suggérer les ouvrages qui lui paraîtront être nécessaires, laissant cependant au propriétaire le choix des changements à faire pour que son établissement soit tenu en conformité de la loi et des règlements.

77. Sur réception des présents règlements, tout intéressé a le droit de provoquer, par une demande à l'inspecteur du district, une visite de son établissement et de se faire indiquer les défauts constatés.

78. Si l'application des prescriptions des règlements nécessite une modification notable des dispositions de l'édifice, il sera accordé un premier sursis d'office, calculé d'après l'importance des modifications jugées nécessaires.

79. Passé le délai fixé par ce sursis, les présents règlements devront recevoir leur pleine et entière exécution.

80. Le délai accordé aux propriétaires pour se mettre en règle est laissé à la discrétion de l'inspecteur.

81. Les règlements antérieurs, approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, concernant les édifices publics dans la province de Québec, sont annulés et remplacés par les présents règlements.

(Toutes contraventions aux règlements ci-dessus sont punissables selon les termes de la loi 57 Vict., chap. 29, art. 2983 S. R. P. Q., et suivants.)

1875

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 23 avril 1898.

Présent :—Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, dans le comté de Lévis, le dix-septième jour de janvier dernier, (1898), a fait voir que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal qui doit être faite en vertu du code municipal de la province de Québec pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité; et attendu que les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, dans le comté de Lévis,

EDUCATIONAL ESTABLISHMENTS, HOSPITALS AND ASYLUMS.

71. It is the duty of the director of every college, seminary, school, convent, hospital or asylum to instruct the pupils or other inmates, as much as possible, as to what is to be done in case of fire and to show them how to use the fire-escapes or extinguishers.

72. The Commissioner of Public Works will designate those of the inspectors who are to see to the carrying out of the law and of these regulations in religious communities, and he will give them instructions to that effect.

73. The inspector, in the execution of his duty, shall have free admission to buildings at all reasonable hours of the day, and night.

74. He has the right to exact the production of certificates or other documents required by law and by these regulations as well as all other information he may deem necessary.

75. If he has any reason to fear that he may be impeded in the performance of his duty, he has the right to be accompanied by one or more constables in every case.

SPECIAL PROVISIONS.

76. The inspector, after pointing out to the proprietor of a public building any defects that may exist in the construction or maintenance of the building or in the installation and maintenance of the establishment or other defects resulting from the absence of what is required for the security of persons frequenting such building, must suggest the works he may consider necessary, leaving however the proprietor to choose the alterations to be made in order that his establishment may, in every thing, be conformable to law and to the regulations.

77. On receipt of the present regulations, every person interested shall have the right to apply to the inspector of the district, to visit his establishment and point out the defects noticed.

78. If the application of the prescription of the regulations necessitates a considerable alteration in the arrangements of the building, a first respite shall be granted, calculated according to the extent of the alterations considered necessary.

79. When the delay fixed by this respite has expired, the present regulations shall be fully and completely carried out.

80. The delay granted to the proprietor to comply with the regulations shall be at the discretion of the inspector.

81. All prior regulations approved by the Lieutenant Governor in Council, respecting public buildings in the province of Quebec, are repealed and replaced by the present regulations.

(All infringements of the above regulations are punishable according to the terms of the act 57 Vict., chap. 29, articles 2983 R. S. P. Q. and following)

1876

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 23rd April, 1898.

Present :—The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of Saint Jean Chrysostôme, in the county of Lévis, on the seventeenth day of January, (1898), it hath been shewn to the lieutenant governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provision of "The Municipal Code of the province of Quebec," may be so made in the french language only without detriment to any of the inhabitants of the said municipality; and whereas the formalities required by law have been observed;

It is ordered, that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the parish of Saint Jean Chrysostôme, in the county of Lévis,

dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, soient publiés à l'avenir dans la langue française seulement.

(Signé,) GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.
1879

Québec, 26 avril 1898.

Il a plu au LIEUTENANT GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23 avril 1898, d'autoriser, en faveur de François Siméon Xénophon Fraser, notaire public, de la ville de Richmond, la transmission des minutes, répertoire et index des notaires Eugène Sicotte et C. P. Cleveland, en conformité des dispositions du code du notariat.

1893 J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

No 3000.97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 23 avril courant (1898), de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Polycarpe, comté de Soulanges, les lots suivants du cadastre, savoir : Depuis et y compris le No 497 jusqu'au No 575 inclusivement, et les ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Bourbonnais".

Cette érection ne prendra effet que le 1er juillet prochain (1898).

No 2894.97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 23 avril courant (1898), de détacher de la municipalité scolaire de "Témiscamingue", comté de Pontiac, le village de "Ville-Marie", et l'ériger sous ce nom, en municipalité scolaire distincte, avec les mêmes limites qui lui sont assignées, par la proclamation du 13 octobre dernier (1897).

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1898).

No 2580.97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 23 avril courant (1898), d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Grégoire-le-Thaumaturge, cette partie du quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, comprise antérieurement à l'arrêté en conseil du 20 janvier dernier (1898) dans la municipalité scolaire de Saint-Grégoire-le-Thaumaturge.

Cette annexion devant s'appliquer aux catholiques seulement.

No 212.93.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 23 avril courant (1898), de détacher les lots 39, 40, 41, 44 et 45 du premier rang du canton de Clapham, de la municipalité scolaire Clapham, comté de Pontiac, et les annexer à la municipalité scolaire de Leslie, même comté, pour fins scolaires. 1885

the publication of which is required by the provisions of "The Municipal Code of the Province of Quebec," be henceforth published in the french language only.

(Signed,) GUSTAVE GRENIER,
C. E. C.
1880

Quebec, 26th April, 1898.

Notice is hereby given that the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd of April instant (1898), to authorize in favor of François Siméon Xénophon Fraser, public notary, of the town of Richmond, the transfer of the minutes, repertory and index of the notaries Eugène Sicotte and C. P. Cleveland, pursuant to the provisions of the notarial code.

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

No. 3000.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd of April (1898), to detach from the school municipality of Saint Polycarpe, county of Soulanges, the following cadastral lots, to wit : From and including No. 197 to No. 575 included, and to erect them into a distinct school municipality, under the name of "Bourbonnais".

This erection is not to take effect until the first day of July next (1898).

No. 2894.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 23rd of April (1898), to detach from the school municipality of "Témiscamingue", in the county of Pontiac, the village of "Ville-Marie", and to erect it, under that name, into a separate school municipality with the same limits that are assigned to it by the proclamation of the 13th October last (1897).

Such erection to take effect only on the 1st July next (1898).

No. 2580.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd of April, (1898), to annex to the school municipality of Saint-Grégoire le Thaumaturge, that part of Saint Denis ward, of the city of Montreal, comprised previously to the order in council of the 20th of January last (1898), in the said school municipality of Saint-Grégoire le Thaumaturge.

This annexation to apply to catholics only.

No. 212.93.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd of April (1898), to detach lots 39, 40, 41, 44 and 45 of the first range of Clapham township, from the school municipality of Clapham, Pontiac county, and to annex them to the school municipality of Leslie, same county, for school purposes. 1886

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6633.

Egan.

Lots 22 et 23, du 1er rang de l'Aigle, à Benson Bennett & Cie.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 21 avril 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants, des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6634.

Bulstrode.

Lot 9, du 4e rang, à Jean Carignant.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 21 avril 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6638.

Spalding.

Lot 51, du 5e rang, à James Spalding.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 26 avril 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6639.

Blake.

Lots 26 et 27, du 9e rang, à Alphonse Thérien, jr.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 26 avril 1898.

1883

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :
Adj. 6633.

Egan.

Lots 22 and 23, in the 1st range Eagle, to Benson Bennett & Co.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 21st April, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and followings of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :
Adj. 6634.

Bulstrode.

Lot 9, in the 4th range, to Jean Carignant.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 21st April 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :
Adj. 6638.

Spalding.

Lot 51, in the 5th range, to James Spalding.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 26th April, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :
Adj. 6639.

Blake.

Lots 26 and 27, in the 9th range, to Alphonse Thérien, jr.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 26th April, 1898.

1884

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Dionne.

Lot 10, du 4e rang, à Amable Larouche.

Canton Langevin.

Lots 3 et 4, du 10e rang, à Georgiana Marquis.

Can'on Nouvelle.

Lot 12, du rang sud, à Narcisse Francoeur.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

Québec, 30 avril 1898.

1933

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6631.

Dorion.

La partie nord du lot 7, du 3e rang, à Placide Massie.

E. E. TACHÉ,

Département des Terres, Assistant-commissaire.

Forêts et Pêcheries.

Québec, 18 avril 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Lessard.

 $\frac{1}{2}$ S. O. du lot 23 du 2e rang, à La Couette.

Canton Patton.

Lot 16 du 5e rang, à Augustin Bernier.

Canton Déguen.

Lot 3 du 3e rang, à André Plourde.

" 2 du 4e rang, à Paul Lavoie.

Canton Cabano.

Lot 50 du 7e rang, à Paul Pelletier.

" 17 du 11e rang, à Cléoph. Martin.

12e rang.

 $\frac{1}{2}$ N. E. du lot 15, à Guillaume Malenfant. $\frac{1}{2}$ S. O. du lot 15, à Jos. Malenfant.

Canton Demers.

2e rang.

 $\frac{1}{2}$ N. E. du lot 8, à La Gagnon. $\frac{1}{2}$ S. O. du lot 9, à La Gagnon.

Canton Signai.

 $\frac{1}{2}$ S. du lot 13 du 3e rang, à Jean Murray.

Lot 23 du 10e rang, à H. Morin.

Canton Bergeronnes.

Lots 2 et 3 du rang A, à Ives Bouliane.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Dionne.

Lot 10, of 4th range, to Amable Larouche.

Township Langevin.

Lots 3 and 4, of 10th range, to Georgiana Marquis.

Township Nouvelle.

Lot 12, of south range, to Narc. Francoeur.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.Department of Lands,
Forests and Fisheries.

Quebec, 30th April, 1898.

1934

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6631.

Dorion.

North part of lot 7, in the 3rd range, to Placide Massie.

E. E. TACHÉ,

Department of Lands, Assistant Commissioner.

Forests and Fisheries.

Quebec, 18th April, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Lessard.

S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 23 of 2nd range, to La Couette.

Township Patton.

Lot 16 of 5th range, to Augustin Bernier.

Township Déguen.

Lot 3 of 3rd range, to André Plourde.

" 2 of 4th range, to Paul Lavoie.

Township Cabano.

Lot 15 of 7th range, to Paul Pelletier.

" 17 of 11th range, to Cléoph. Martin.

12th range.

N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 15, to Guillaume Malenfant.S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 15, to Jos. Malenfant.

Township Demers.

2nd range.

N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 8, to La Gagnon.S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 9, to La Gagnon.

Township Signai.

S. $\frac{1}{2}$ of lot 13 of 3rd range, to Jean Murray.

Lot 23 of 10th range to H. Morin.

Township Bergeronnes.

Lot 2 and 3 of range A, to Ives Bouliane.

Canton Nouvelle.
Rang Est Escouminac.
Lot 10, à Alex. Henderson.
" 12, à Mathew Williamson.

E. E. TACHE,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 23 avril 1898. 1789-2

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.
—
Québec, 20 avril 1898.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de Saint-Cléophas, dans le comté de Joliette, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

J. E. ROBIDOUX,
1867-2 Secrétaire de la province.

No 415.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Delimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la paroisse de Saint-Lin, comté de l'Assomption, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Lin, savoir : Nos 232, 233, 233, 234, 235, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338 et 339, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de la ville des Laurentides.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1898. 1813-2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal

Township Nouvelle.
Range East Escouminac.
Lot 10, to Alex. Henderson.
" 12, to Mathew Williamson.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 23rd April, 1898. 1790

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 20th April, 1898.

Notice is hereby given that a petition has been presented to the lieutenant governor in council, by the municipality of Saint Cléophas, in the county of Joliette, to obtain the authorization to publish in french only, all notices, by-laws or resolutions made and passed by the council of the said municipality.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months from the second and last publication of the present notice.

J. E. ROBIDOUX,
1868 Provincial secretary.

No. 415.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Boundaries of school municipalities.

To detach from the parish of Saint Lin, county of Assomption, the following cadastral lots of the parish of Saint Lin, to wit : Nos. 232, 233, 233, 234, 235, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338 and 339, and annex them, for school purposes, to the municipality of the town of Laurentides.

This annexation to take effect only on the 1st of July next, 1898. 1814

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there

u s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,
G. O. L.

961

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la

be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,
C. L. C.

962

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Pri-

session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si l'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer au même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût

rate Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further, more the

de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désira éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS

963

Greffier de l'Assemblée Législative.

cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,

964

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie du chemin de fer Québec Central, aura lieu à Londres, dans le bureau de la compagnie No. 5, rue Great Winchester, Londres, E. C., lundi, le 6e jour de juin, à midi, pour recevoir le rapport des directeurs et l'état des comptes au 31 décembre 1897, et pour l'élection des directeurs. Les livres de transfert seront fermés le lundi, le 30e jour de mai jusqu'à lundi, le 6e jour de juin, ces deux jours inclus.

Miscellaneous Notices

QUEBEC CENTRAL RAILWAY.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway Company will be held in London, at the office of the company, 5, Great Winchester street, London, E. C., on Monday, 6th June, at 12 o'clock noon, to receive the report of the directors and statement of accounts to the 31st December, 1897, and to elect directors. The transfer books will be closed from Monday, 30th May to Monday, 6th June, both days inclusive.

Les porteurs de débentures désirant assister ou voter à l'assemblée devront déposer leurs bons au bureau de la compagnie, No. 5, rue Great Winchester, Londres, trois jours au moins avant l'assemblée.

Par ordre,
EDWARD DENT,
Président.
T. LINDLEY,
Secrétaire.

5, rue Great Winchester,
Londres, E. C.
30 avril 1898.

1877

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure*
No. 109.

Dame Margaret Gould, du township de Chatham, district de Terrebonne, épouse commune en biens de William Kenton, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée, Demanderesse ;

vs.

Le dit William Kenton, cultivateur, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

R. P. DE LARONDE,
Avocat de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 25 avril 1898. 1881

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1102.

Dame Marceline Legaré, épouse commune en biens de Alexis Berthelet, voiturier, de la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Alexis Berthelet, voiturier, du même lieu susdit, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

L. T. MARECHAL,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 15 avril 1898. 1857-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1858.

Dame Annie McDonald, des cité et district de Montréal, veuve de feu Duncan L. McMillan, en son vivant médecin de Alexandria, Ontario, et maintenant épouse de Archibald D. Gillies, épiciier, de la dite cité de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Archibald D. Gillies, Défendeur.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

E. A. B. LADOUCEUR,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 12 avril 1898. 1719-3

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No. 351.

Dame Margaret Florence McLean, de la paroisse de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Arthur Bell, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Arthur Bell, commerçant, de la dite paroisse de Saint-Jérôme, Défendeur.
La demanderesse a institué ce jour une action en séparation de biens contre le défendeur.

JEAN B. B. PREVOST,
Avocat de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 21 mars 1898. 1479-5

Income bondholders desirous of attending or voting at the meeting must deposit their bonds at the office of the company, 5, Great Winchester street, London, three days at least before the meeting.

By order,
EDWARD DENT,
President.
T. LINDLEY,
Secretary.

5, Great Winchester street,
London, E. C.
30th April, 1898.

1878

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 109.

Dame Margaret Gould, of the township of Chatham, said district, wife in community of property of William Kenton, of the same place, farmer, duly authorized, Plaintiff ;

vs.

The said William Kenton, of the same place, farmer, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

R. P. DE LARONDE,
Attorney for plaintiff.
Sainte Scholastique, 25th April, 1898. 1882

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1102.

Dame Marceline Legaré, wife common as to property of Alexis Berthelet, carriage-maker, of the parish of Saint Laurent, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Alexis Berthelet, carriage-maker, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

L. T. MARECHAL,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 15th April, 1898. 1858

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1858.

Dame Annie McDonald, of the city and district of Montreal, widow of late Duncan L. McMillan, in his life-time doctor, of Alexandria, Ontario, and now wife of Archibald D. Gillies, grocer, of said city of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

Said Archibald D. Gillies, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action in separation as to properties against the defendant.

E. A. B. LADOUCEUR,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 12th April 1898. 1720

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 351.

Dame Margaret Florence McLean, of the parish of Saint Jérôme, district of Terrebonne, wife common as to property of Arthur Bell, of the said parish of Saint Jérôme, trader, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Arthur Bell, trader, of the said parish of Saint Jérôme, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action in separation as to properties against the defendant.

JEAN B. B. PREVOST,
Attorney for plaintiff.
Sainte Scholastique, 21st March, 1898. 1480

Province de Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 109.
Dame Anna Roger, des cité et district de Montréal,
épouse de Julien Richard Paquin, dûment auto-
risée à ester en justice. Demanderesse ;
vs.
Le dit Julien Richard Paquin, ci-devant marchand,
du même lieu. Défendeur.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en
séparation de biens contre le défendeur.
E. A. B. LADOUCEUR,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 12 avril 1898. 1717-3

Province de Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 26.
Dame Fortunate Brosseau, du village de Laprairie,
dans le district de Montréal, épouse commune
en biens de Joseph C. Brossard, gentilhomme, du
même lieu, a, ce jour, institué une action en sépa-
ration de biens contre son mari.
ARTHUR BROSSARD,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 1er avril 1898. 1665-4

Province de Québec, }
District of Beauharnois, } *Cour Supérieure.*
No. 385.
Dame Guillelmine Blondin, de la ville de Sala-
berry de Valleyfield, dit district, a, ce jour, après
autorisation, institué une action en séparation de
biens contre son mari Joseph Major, constable, du
même lieu.
BROSSOIT & BROSSOIT,
Avocats de la demanderesse.
Beauharnois, 30 mars 1898 1617-4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Joliette. }
No. 2928.
Dame Marie Anna Julien, de la paroisse de Saint-
Barthélemy, dans le district de Joliette, épouse
de Alphonse Marion, carrossier, du même lieu,
dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;
vs.
Le dit Alphonse Marion, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée,
ce jour, devant cette cour.
F. O. DUGAS,
Avocat de la demanderesse.
Joliette, 31 mars 1898. 1619 4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No. 778.
Dame Ethel Ford Varney, du village de Windsor
Mills, dans le district de Saint-François, a, ce jour,
inténué une action en séparation de biens contre
son époux, Joshua Andrews, du même lieu.
JULES RICHARD,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 9 février 1898. 1487-5

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No. 755.
Dame Mary Ellen Brady, du village de Windsor
Mills, dans le district de Saint-François, a, ce jour,
inténué une action en séparation de biens contre
son époux, Peter F. Dunn, du même lieu.
JULES RICHARD,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 11 janvier 1898. 1485-5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 109.
Dame Anna Roger, of the city and district of Mont-
real, wife of Julien Richard Paquin, duly autho-
rized to ester en justice. Plaintiff ;
vs.
Said Julien Richard Paquin, ex-merchant, of the
same place. Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action in
separation as to properties against the defendant.
E. A. B. LADOUCEUR,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 12th April, 1898. 1718

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 26.
Dame Fortunate Brosseau, of the village of La-
prairie, in the district of Montreal, wife common as
to property of Joseph C. Brossard, of the same
place, gentleman, has, this day instituted an action
in separation as to property against her husband.
ARTHUR BROSSARD,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 1st April, 1898. 1666

Province of Quebec, }
District of Beauharnois, } *Superior Court.*
No. 385.
Dame Guillelmine Blondin, of the town of Sala-
berry de Valleyfield, said district, duly authorized,
has, this day, instituted an action for separation
as to property against her husband Joseph Major,
constable, of the same place.
BROSSOIT & BROSSOIT,
Attorneys for plaintiff.
Beauharnois, 30th March, 1898. 1618

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Joliette. }
No. 2928.
Dame Mary Anna Julien, of the parish of Saint
Barthelemy, in the district of Joliette, wife of
Alphonse Marion, carriage maker, of the same
place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;
vs.
The said Alphonse Marion, Defendant.
An action for separation as to property has been,
this day, instituted before this court.
F. O. DUGAS,
Attorney for plaintiff.
Joliette, 31st March, 1898. 1620

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 778.
Dame Ethel Ford Varney, of the village of Wind-
sor Mills, district of Saint Francis, has, this day,
instituted an action en séparation de biens against
her husband, Joshua Andrews, of the same place.
JULES RICHARD,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 9th February, 1898. 1488

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 755.
Dame Mary Ellen Brady, of the village of Wind-
sor Mills, district of Saint Francis, has, this day,
instituted an action en séparation de biens against
her husband, Peter F. Dunn, of the same place.
JULES RICHARD,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 11th January, 1898. 1486

Province de Québec,
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4181.

Avis est par les présentes donné, que Dame Clarinda Thiбаudeau, de la cité de Sorel, district de Richelieu, a, ce jour, poursuivi son mari Charles Lord, en séparation de biens.

WURTELE & LACROIX,

Avocats de la demanderesse.

[Sorel, 26 mars 1898. 1567-5

Province de Québec,
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*

Dame Théotiste Brien dite Durocher, de Papi-neauville, district d'Ottawa, épouse commune en biens, de William Chalut, hôtelier, du même lieu dûment autorisé à ester en justice, a, ce jour intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

AUGUSTE MACKAY,

Avocat de la demanderesse.

Hull, 30 mars 1898. 1569-5

Superior Court—Kamouraska.
No. 2320.

Alfred Ouellet, cultivateur, de la paroisse de Saint-André, comté de Kamouraska, Demandeur ;

vs.

Dame Marie Délina Morneau, actuellement de la paroisse de Saint-Paschal, dit comté, Défenderesse.

Une action en séparation de corps a été intentée ce jour contre la défenderesse.

POULIOT & SAVARD,

Procureurs du demandeur.

Fraserville, 8 avril 1898, 1723-3

Avis est par le présent donné que Solomon M. Cutter, agent, Seth P. Leet, avocat, James Cochrane, entrepreneur, Gaspard DeSerres, agent, Stewart J. Carter, marchand, John H. Timmis, marchand, et Alex. A. Urquhart, sténographe, tous de la cité de Montréal, et William H. Trenholme, cultivateur, de Longue Pointe, ont l'intention de demander des lettres-patentes en vertu du titre II, chapitre 3, des statuts révisés de Québec, les incorporant sous le nom de The Champion Advertising Company, dans le but d'acheter une certaine patente d'invention connue sous le nom de Match Delivery and Advertising Machine, ayant été patente sous le numéro 54780 de la Puissance du Canada, l'exploiter et autres articles de même nature, et en faire le commerce, et de faire en général les affaires de publications et tout ce qui s'y rapporte.

La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

Le fonds social proposé sera de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille (1000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Les dits Solomon M. Cutter, Seth P. Leet, James Cochrane, Gaspard DeSerres et Stewart J. Carter seront les premiers directeurs.

SETH P. LEET,

Solliciteur des requérants.

Montréal, 27 avril 1898. 1919

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions des statuts révisés de la province de Québec, spécialement de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants en corporation et corps politique sous le nom et pour les fins ci-après mentionnées :

1° Le nom de la compagnie sera : "The Joliette Shoe Co."

2° Les buts de la compagnie sont comme suit :

(a) De faire le commerce de peaux, de tanner et de manufacturer toutes sortes de chaussures, ainsi que tous les objets en cuir qu'il plaira à la compagnie de faire, de faire la vente des chaussures, ainsi que tout ce qui s'y rapporte, tel que cuirs etc. ;

Province of Quebec,
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No 4181.

Notice is hereby given that Dame Clarinda Thiбаudeau, of the city of Sorel, district of Richelieu, has, this day, sued her husband Charles Lord, for a separation of property.

WURTELE & LACROIX,

Attorneys for Plaintiff.

Sorel, 26th March, 1898. 1568

Province of Quebec,
District of Ottawa. } *Superior Court.*

Dame Théotiste Brien dite Durocher, of Papi-neauville, district of Ottawa, wife common as to property of William Chalut, of the same place, hotel-keeper, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action in separation as to property from her said husband.

AUGUSTE MACKAY,

Plaintiff's attorney.

Hull, 30th March, 1898. 1570

Superior Court—Kamouraska.
No. 2320.

Alfred Ouellet, farmer, of the parish of Saint André, county of Kamouraska, Plaintiff ;

vs.

Dame Marie Délina Morneau, now of the parish of Saint Paschal, said county, Defendant.

An action of separation from bed and board has been instituted this day against the defendant.

POULIOT & SAVARD,

Plaintiff's attorneys.

Fraserville, 8th April, 1898. 1724

Public notice is hereby given that Solomon M. Cutter, agent, Seth P. Leet, advocate, James Cochrane, contractor, Gaspard DeSerres, agent, Stewart J. Carter, merchant, John H. Timmis, merchant, and Alex. A. Urquhart, stenographer, all of the city of Montreal, and William H. Trenholme, farmer, of Longue Pointe, intend to apply for letters patent under title II, chapter 3, of the Revised Statutes of Quebec, incorporating them under the name of The Champion Advertising Company, for the purpose of purchasing a certain Patent of Invention known as a Match Delivery and Advertising Machine, being patent number 54780 of the Dominion of Canada, and exploiting and dealing in the same and other similar articles, and of carrying on a general advertising business and dealing in requisites for the same.

The chief place of business of said company shall be in the city of Montreal.

The proposed capital stock is ten thousand dollars (\$10,000.00) in one thousand (1000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The said Solomon M. Cutter, Seth P. Leet, James Cochrane, Gaspard DeSerres and Stewart J. Carter are to be the first directors.

SETH P. LEET,

Sollicitor for applicants.

Montreal, 27th. April, 1898. 1920

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant-governor of the province of Quebec, to obtain a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the revised statutes of the province of Quebec, specially "The Joint Stock Companies Incorporation Act," constituting the applicants a body politic and corporate, under the name and for the purposes herein-after mentioned :

1. The name of the company will be "The Joliette Shoe Co."

2. The objects of the company are as follows :

(a) To trade in hides, to tan and manufacture all kinds of shoes, as well as all articles of leather which the company may deem proper to make, to sell shoes as well as everything relating thereto, such as leathers, &c.

(b) D'acheter, louer ou acquérir autrement les meubles et immeubles nécessaires au bon fonctionnement de la dite compagnie.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera à Joliette, dans la province de Québec.

4° Le fonds social de la compagnie sera de \$100,000.

5° Le nombre d'actions du dit fonds social sera de 100, chaque action ayant une valeur réelle de \$100.

6° Les requérants sont : Elmire Chouinière, épouse contractuellement séparé de biens de S. Vessot, manufacturier ; Laura Vessot, teneur de livres ; Alice Vessot, assistant teneur de livres ; Jules Fresque, manufacturier de chaussures ; Henry Fresque, Hubert Fresque, cordonniers, tous de la cité de Joliette, district de Joliette, dans la dite province et sujets de Sa Majesté, les dits requérants sont les directeurs provisoires de la dite compagnie.

C. G. H. BEAUDOIN,
Procureur des requérants.

Joliette, 25 avril 1898.

1897

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions des statuts révisés de la province de Québec, spécialement "la loi corporative des compagnies à fonds social," constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionné :

1° Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The Northrup Loom Company of Canada, en commandite."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont de manufacturer le fer de fonte, des machines à tisser et des machines de toute sorte.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie, dans la province de Québec, sera à Valleyfield, dans le district de Beauharnois.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$100,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de 1000, et le montant de chaque action sera de \$100.00.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : George Otis Draper, de Hopedale, dans l'État de Massachusetts, un des États-Unis d'Amérique, machiniste ; Andrew Frederick Gault, de la cité de Montréal, marchand ; Samuel Hamilton Ewing, de Montréal, banquier ; Richard Robinson Stevenson, de Montréal, agent manufacturier ; Louis Simpson, de Valleyfield, gérant, et Samuel Finley, de Montréal, gentilhomme, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie. Tous les requérants, à l'exception du dit George Otis Draper, sont sujets de Sa Majesté.

DAVIDSON & RITCHIE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 2 avril 1898.

1891-4

Avis est donné que Thomas Préfontaine, marchand de bois, de Valleyfield, dans le comté de Beauharnois ; Joseph Turgeon, architecte ; Louis Alfred d'Orsonnens, comptable ; Hector Bourgouin et Toussaint Préfontaine, marchands de bois, tous de la cité et du district de Montréal, demanderont l'incorporation par lettres-patentes de "T. Préfontaine & Company," une compagnie à fonds social au capital de cinquante mille dollars, divisé en cinq cents actions de cent dollars chacune, avec droit et pouvoir : de faire le commerce de bois sous toutes ses formes ; d'acheter, vendre et négocier des limites de bois, de faire le commerce de bois de charpente, bois de construction et toutes sortes de bois généralement : d'acheter, vendre et louer de la propriété immobilière ; d'acheter, vendre, louer, construire et

(b) To buy, lease or acquire otherwise the goods and chattels and real estate required for the business of the said company.

3. The company's principal place of business will be at Joliette, in the province of Québec ;

4. The capital stock of the company will be \$100,000.

5. The number of shares of the said capital stock will be \$100.00 each share having a real value of \$100.00.

6. The petitioners are Elmire Chouinière, wife separated as to property by marriage contract of S. Vessot, manufacturer ; Laura Vessot, book-keeper ; Alice Vessot, assistant book-keeper ; Jules Fresque, boot and shoe manufacturer ; Henry Fresque, Hubert Fresque, shoemakers ; all of the city of Joliette, district of Joliette, in the said province and subjects to Her Majesty. The said petitioners will be the provisional directors of the said company.

C. G. H. BEAUDOIN,
Attorney for Petitioners.

Joliette, 25th April, 1898.

1898

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the lieutenant-governor of the province, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the revised statutes of the province of Québec, specially "The Joint Stock Companies Incorporation Act," constituting the applicants and all others who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the proposed company is "The Northrup Loom Company of Canada, limited."

2. The objects for which incorporation is sought are for the purpose of manufacturing iron foundings and textile machinery and machinery of any and every kind whatsoever.

3. The place within the province of Québec, selected as the chief place of business of the said company is Valleyfield, in the district of Beauharnois.

4. The proposed amount of capital stock is \$100,000.00.

5. The number of shares of said stock is to be 1000, and the amount of each share, \$100.00.

6. The names in full, the address and calling of each of the said applicants is as follows : George Otis Draper, of Hopedale, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, machinist ; Andrew Frederick Gault, of the city of Montreal, merchant ; Samuel Hamilton Ewing, of Montreal, banker ; Richard Robinson Stevenson, of Montreal, manufacturer's agent ; Louis Simpson, of Valleyfield, manager, and Samuel Finley, of Montreal, gentleman, and who will be the first or provisional directors of the said company. All of said applicants, except said George Otis Draper, being subjects of Her Majesty.

DAVIDSON & RITCHIE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 2nd April, 1898.

1892

Notice is hereby given that Thomas Préfontaine, lumber merchant of Valleyfield, county of Beauharnois ; Joseph Turgeon, architect ; Louis Alfred d'Orsonnens, book-keeper ; Hector Bourgouin, lumber merchant, and Toussaint Préfontaine, lumber merchant, all of the city and district of Montreal, will apply for a charter to incorporate by letters patent "T. Préfontaine & Company," limited, with a capital stock of fifty thousand dollars, divided in five hundred shares of one hundred dollars each, with power and right to carry on and operate the business of manufacturing lumber and timber in all its branches ; to purchase, sell and deal in timber limits, lumber, wood and timber in all its branches ; to lease, acquire and sell immovable properties ; to purchase and sell, construct and erect saw

ériger des moulins à soie, et des résidences, magasins ou boutiques pour ses employés ou autres personnes; d'emprunter de l'argent, et de garantir tels emprunts par hypothèques, débiteures ou autrement; de produire, louer, vendre l'électricité et des pouvoirs électriques; d'acquérir, vendre, louer et exploiter des pouvoirs d'eau; le siège principal de la dite compagnie devant être en la cité de Montréal.

ANGERS, DELORIMIER & GODIN,
Procureurs des requérants.

Montréal, 4 avril 1898.

1615-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Holmes Electric Protective Company of Montreal, (Limited)."

2° L'incorporation de cette Compagnie est demandée pour les fins suivantes :

(a) Manufacturer des machines et appareils pour la génération et la transmission de l'électricité pour toutes fins et la construction de lignes télégraphiques, de téléphone et de signaux d'alarme contre le feu et les voleurs ainsi que tous les matériaux concernant cette industrie.

(b) Opérer les lignes de télégraphe, de téléphone et d'appareils d'alarme au moyen de fils pour la transmission de l'électricité dans toutes les villes et municipalités de la province de Québec, ou en reliant les dites municipalités pour les fins susdites au moyen de fils et de poteaux placés sur la voie publique ou dans des conduits sous terre.

(c) Acheter, vendre, louer ou posséder toutes machineries et appareils pour les fins susdites.

(d) Etablir un bureau de messagers et de surveillance et de garde pour le jour et la nuit en rapport avec le service d'alarme contre le feu et les voleurs ou séparément ainsi que tous services se rapportant aux affaires susdites.

(e) Acquérir, posséder et vendre des immeubles pour les fins susdites.

3° La principale place d'affaires de la dite Compagnie sera dans la cité de Montréal, en la province de Québec.

4° Le montant du fond social sera de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en 1000 actions de \$50.00 chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Alfred Savage Wigmore, gentilhomme de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario; Hon. Raoul Dandurand, sénateur et avocat; William Cairns, courtier en assurances; Thomas A. Richardson, marchand; Thomas H. Doyle, électricien; les quatre derniers de la cité et du district de Montréal; tous seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite Compagnie.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,

Avocats des requérants.

Montréal, 5 avril 1898.

1663-4

Avis est par le présent donné que, sous trente jours après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la "Loi Corporative des Compagnies à fonds social", Statuts Révisés de Québec et ses amendements, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la Compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

mills; to build, erect, construct and sell or lease dwelling houses, stores and shops to its employees and others; to borrow money and to secure the same by mortgage and mortgage debentures or otherwise; to produce, lease or sell electricity; to acquire, sell and develop water powers and lease the same; the chief place of business of said company to be at Montreal.

ANGERS, DELORIMIER & GODIN,

Attorneys of petitioners.

Montréal, 4th April, 1898.

1616.

Public notice is hereby given that, within a month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act and amendments, constituting the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic under the name and for the purposes herein-after mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Holmes Electric Protective Company of Montreal (limited)."

2. The purposes for which incorporation is sought are :

(a) The manufacturing of electric plant and apparatus of every description to generate and distribute electricity for all purposes and the constructing of telegraph, telephone and burglar and fire alarm, lines and apparatus and all materials connected with or appertaining thereto.

(b) The operating of telegraph, telephone and burglar and fire alarm, electric lines through all cities and municipalities of the Province of Quebec or between them by means of wires and poles above or under ground.

(c) The purchasing, selling, hiring and owning of all necessary apparatus for the aforesaid ends.

(d) The establishing of a messengers' bureau and a system of day and night watch either in connection with a burglar and fire alarm service or separately and all such similar services.

(e) The acquiring, owning and selling of immovables for the aforesaid purposes.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of its capital will be fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into 1000 shares of \$50.00 each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows :

Alfred Savage Wigmore, gentleman, of the city of Toronto, in the province of Ontario; Honorable Raoul Dandurand, senator and advocate; William Cairns, marine underwriter; Thomas A. Richardson, merchant; Thomas H. Doyle, electrician; the latter four of the city and district of Montreal; all of whom are to be the first or provisional directors of the said company.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,

Solicitors for Applicants.

Montreal, 5th April, 1898.

1664

Notice is hereby given that, within thirty days after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the lieutenant governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of "The Joint Stocks Companies incorporation Act", Revised Statutes of Quebec and its amendments, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes herein-after mentioned.

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Crawford Land Company (limitée)."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, en vertu de l'acte, sont :

(a) D'acheter, louer ou autre titre, l'immeuble connu comme lot de terre portant le numéro du cadastre 172 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, comté d'Hochelaga, district de Montréal, et d'ériger et entretenir des maisons et autres bâtisses sur le dit lot ainsi acquis ;

(b) De vendre, transporter, hypothéquer, échanger la dite propriété ou tout ce qui a rapport, et en disposer, et de développer, améliorer et faire valoir et tracer la dite propriété ;

(c) Faire des avances d'argent aux acquéreurs ou locataires sur toute partie ou subdivisions du dit lot de terre pour bâtir ou pour autres améliorations ;

(d) D'aider au moyen de bonus ou autrement à la construction de lignes de tramways ou d'omnibus, faire des chemins, des rues ou autres travaux propres à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et à en augmenter sa valeur ;

(e) Prendre des hypothèques, droits réels et charges pour garantir le paiement du prix d'achat pour toute partie ou subdivision du dit lot de terre par la compagnie, ou de tout argent dû à la compagnie par les acquéreurs ou avancé par la compagnie aux acquéreurs pour bâtisses ou autres améliorations ;

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec ;

4° Le montant proposé du fonds social est cinquante mille piastres ;

5° Le nombre d'actions sera de cinq cents et le montant de chaque action sera de cent piastres ;

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

L'honorable George Alexander Drummond, sénateur ; Robert Cowans, manufacturier ; Hugh McLennan, marchand de grain ; Edgar McDougall, manufacturier et Huntly Drummond, commis, tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec.

Les dits honorable George Alexander Drummond, Robert Cowans et Hugh McLennan seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

Daté à Montréal, ce treizième jour d'avril A. D. 1898.

BISAILLON, BROUSSEAU,
LAJOIE & LACOSTE,
Procureurs des requérants.

1715-2

AVIS

Est par les présentes donné que l'honorable Joseph Lancot, médecin, de la cité de Saint-Henri, et MM. Avila G. Bourbonnais, sténographe, Albert Christin dit St-Amour, entrepreneur, de la cité de Montréal, Louis Adam Sauvé, marchand, de Saint-Ignace du Coteau du Lac, et Archibald Stuart McNown, négociant, de la ville de Cornwall, dans la province d'Ontario, s'adresseront par une requête à Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour obtenir l'émission de lettres patentes sous le Grand Sceau, octroyant une charte à l'effet de constituer les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie, dont ils projettent la formation, en corporation politique :

1° Le nom de cette compagnie sera : "La Compagnie d'électricité de Soulanges" ;

2° L'objet pour lequel la constitution en corporation est demandée est de fabriquer de l'électricité de construire et mettre en opération des lignes télégraphiques et téléphoniques, dans le comté de Soulanges ;

3° Le principal lieu d'affaires de la compagnie sera à Coteau Landing, comté de Soulanges ;

4° Le chiffre de son fonds social sera de dix mille

1. The proposed corporate name of the company is "The Crawford Land Company" (limited).

2. The purposes within the purview of the Act, for which incorporation is sought, are :

(a) To acquire by purchase, lease or other title, real estate known as lot of land bearing cadastral number 172 on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation, county of Hochelaga, district of Montreal, and to erect and maintain houses or other buildings upon said lot so acquired ;

(b) To sell, convey, mortgage, exchange, dispose of or otherwise deal with such property or any interest therein and to develop, improve and lay out such property ;

(c) To advance money to purchasers or lessees of any part of subdivisions of said lot of land for building purposes or for other improvements ;

(d) To aid by way of bonus or otherwise in the construction of tramways or omnibus lines, roads, streets, or other works calculated to render the Company's property more accessible and enhance its value ;

(e) To take mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase money of any part or subdivision of said lot of land by the company, or of any money due to the company from purchasers or advanced by the company to the purchasers for building purposes or other improvements ;

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec ;

4. The intended amount of the capital stock is fifty thousand dollars ;

5. The number of shares is to be five hundred and the amount of each share is to be of the value of one hundred dollars each ;

6. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows :

The honorable George Alexander Drummond, senator ; Robert Cowans, manufacturer ; Hugh McLennan, grain merchant ; Edgar McDougall, manufacturer, and Huntly Drummond, clerk, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec.

Of whom the said honorable George Alexander Drummond, Robert Cowans and Hugh McLennan are to be the first or provisional directors of the said company.

Dated at Montreal, this thirteenth day of April, A. D. 1898.

BISAILLON, BROUSSEAU,
LAJOIE & LACOSTE,
Attorneys for applicants.

1716

NOTICE

Is hereby given that the Honorable Joseph Lancot, physician, of the city of Saint-Henri, and Messrs Avila G. Bourbonnais, stenographer, Albert Christin dit St-Amour, contractor, of the city of Montreal, Louis Adam Sauvé, merchant, of Saint-Ignace du Coteau du Lac, and Archibald Stuart McNown, trader, of the town of Cornwall, in the province of Ontario, will apply to His Honor the lieutenant-governor to obtain letters patent under the Great Seal, granting a charter for the purpose of constituting the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic.

1. The name of this company will be "La Compagnie d'électricité de Soulanges" ;

2. The object for which its incorporation is sought is to fabricate electricity, to construct and operate telegraph and telephone lines, in the county of Soulanges ;

3. The principal place of business of the company will be at Coteau Landing, in the county of Soulanges ;

4. The amount of the capital stock will be ten

dollars, (\$10,000.00), à être divisé en deux cents parts de cinquante dollars (\$50.00), chacune ;

5° L'honorable Joseph Lanctot, médecin, de la cité de Saint-Henri, Avila G. Bourbonnais, sténographe, Albert Christin dit St-Amour, entrepreneur, de la cité de Montréal, Louis Adam Sauvé, marchand, de Saint-Ignace du Coteau du Lac, et Archibald Stuart McNown, négociant, de la ville de Cornwall, dans la province d'Ontario, seront les premiers directeurs de la compagnie.

L. G. A. CRESSÉ,
Procureur des Requérants.

Montréal, 20 avril 1898.

1859-2

thousand dollars (\$10,000.00), to be divided into two hundred shares of fifty dollars (\$50.00) each ;

5. The honorable Joseph Lanctot, physician, of the city of Saint Henri, and Messrs. Avila G. Bourbonnais, stenographer, Albert Christin dit Saint-Amour, contractor, of the city of Montreal, Louis Adam Sauvé, merchant, of Saint-Ignace du Coteau du Lac, and Archibald Stuart McNown, trader, of the town of Cornwall, in the province of Ontario, will be the first directors of the company.

L. G. A. CRESSÉ,
Attorney for petitioners.

Montreal, 20th April, 1898.

1860

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
Clément Lafleur, Demandeur ;

vs

Henri Poirier, commerçant, de Sainte-Scholastique, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que par ordre de la cour, le 23e jour d'avril 1898, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame.
Montréal 27 avril 1898.

1913

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Freeman Jacobie, marchand d'huiles, de Montréal, Failli ;

et

Alex. Desmarteau, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 17e jour de mai 1898, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

No. 1598, rue Notre-Dame.
Montréal, 26 avril 1898.

1915

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Thomas T. Cartwright, Requéant ;

vs

Alpha O. Very, de Springfield, dans l'Etat de Massachusetts, un des États-Unis d'Amérique, faisant affaires dans les cité et district de Montréal, sous les nom et raison de The Warwick Cycle Manufacturing Company, Absent ;

et

John M. M. Duff, Curateur.

Je, soussigné, John M. M. Duff, curateur dûment nommé aux biens du susdit absent, donne avis par le présent qu'un dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, les dividendes seront payables après le dix-huitième jour de mai A. D. 1898.

Toute opposition au dit dividende devra être déposée dans mon bureau avant la dite date.

JOHN M. M. DUFF,
Curateur.

Chambre No. 52 Imperial Building,
Place d'Armes.
Montréal, 27 avril 1898.

1927

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
Clément Lafleur, Plaintiff ;

vs

Henri Poirier, trader, of Sainte Scholastique, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 23rd day of April, 1898, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within a month.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

No. 1598 et 1608, Notre Dame street.
Montreal, 23rd April, 1898.

1914

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
In re Freeman Jacobie, coal oil dealer, of the city of Montréal, Insolvent ;

and

Alex. Desmarteau, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 17th day of May, 1898, after which date dividends will be payable at my office.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

No. 1598, Notre Dame street.
Montreal, 26th April, 1898.

1916

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
Thomas T. Cartwright, Petitioner ;

vs

Alpha O. Very, of Springfield, in the state of Massachusetts, one of the United States of America, doing business in the city and district of Montreal, under the name and style of The Warwick Cycle Manufacturing Company, Absentee ;

and

John M. M. Duff, Curator.

I, the undersigned, John M. M. Duff, curator, duly appointed to the estate of the above named absentee, do hereby give notice that a final account and dividend sheet have been prepared in this matter, and dividends will be payable after the eighteenth day of May A. D. 1898.

All oppositions to said dividend sheet must be filed at my office before said date.

JOHN M. M. DUFF,
Curator.

Room No. 52, Imperial Building,
Place d'Armes,
Montreal, 27th April, 1898.

1928

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Beauce. }
No 2745.

Ex parte Siméon Boucher, requérant la dissolution de la "Société de fabrication de fromage, No 5, du village Saint-Pierre, en la paroisse de Saint-George, en les comtés et district de Beauce".

Avis est par le présent donné que, par jugement en date du 25 avril 1898, Siméon Boucher, cultivateur, de la paroisse de Saint-George, Beauce, et Philéas Veilleux, commerçant de fromage, de la paroisse de Saint-François de la Beauce, ont été nommés liquidateurs en cette affaire, aux désirs de la loi.

**SIMEON BOUCHER,
PHILEAS VEILLEUX.**
Liquidateurs.

Taschereau & Pacaud,
Avocats des liquidateurs.
Saint-Joseph, Beauce, 26 avril 1898. 1899

Règle de Cour

Province de Québec, }
District de Québec. } *Dans la Cour Supérieure.*
No. 1013.

Dans l'affaire de The Canadian Mica Company (en commandite), corps politique et incorporé, ayant son principal bureau dans la cité de Londres, en Angleterre.

et

Smith et autres, *Requérants.*
Conformément à un ordre donné par l'Honorable M. Juge Routhier, le 14^e jour d'avril 1898, une assemblée des actionnaires, créanciers, contribuables et membres de la dite Compagnie aura lieu au Palais de Justice, Québec, le 20^e jour de mai prochain, à dix heures de l'avant-midi, pour prendre en considération la requête par laquelle il est demandé que la dite Compagnie soit placée sous l'Acte des Liquidations, et si il est à propos, d'aviser au sujet de la nomination d'un liquidateur à la dite Compagnie.

G. F. GIBSONE,
Procureur des requérants.
Québec, 21 avril 1898. 1855-2

Licitation

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 809.

LICITATION.

Henri A. Robert, Demandeur ;
vs,
Dame M. E. E. Labelle, *es-qual.* et al., Défendeurs ;
et
Joseph Labrecque et al., *es-qual.*, Mis en cause ;
et
The Trust and Loan Company of Canada, créancière colloquée, Requérante ;
et
Alexandre Lippé, des cité et district de Montréal, notaire, adjudicataire, Défendeur.

Avis est par le présent donné en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans les cité et district de Montréal, rendu le quinzième jour d'avril courant (1898), dans cette cause, ordonnant la revente pour fausse enchère de la part du dit Alexandre Lippé, adjudicataire à la vente par licitation des immeubles ci-après décrits en la manière et suivant les règles prescrites par la loi dans les ventes par licitation et sujette à la condition requé-

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Beauce. }
No. 2745.

Ex parte Simeon Boucher, petitioner for the dissolution of the "Société de fabrication de fromage, No. 5, in the village of Saint Pierre, in the parish of Saint George, county and district of Beauce."

Notice is hereby given that, on a judgment dated the 25th day of April, 1898, Simeon Boucher, farmer, of the parish of Saint George, Beauce, and Philéas Veilleux, dealer in cheese, of the parish of Saint François de la Beauce, have been appointed liquidators in this matter, according to law.

**SIMEON BOUCHER,
PHILEAS VEILLEUX.**
Liquidators.

Taschereau & Pacaud,
Attorneys for liquidators.
Saint Joseph, Beauce, 26th April, 1898. 1900

Rule of Court

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *In the Superior Court.*
No. 1013.

In re The Canadian Mica Company Limited, a body politic and corporate, having its chief office in the city of London, in England,
and

Smith and others, *Petitioners.*
Pursuant to an order of the Honorable Mr. Justice Routhier, rendered on the 14th day of April, 1898, a meeting of the shareholders, creditors, contributories and members of the said company will be held in the Court House, Quebec, on the 20th day of May next, at ten o'clock in the forenoon, to consider the petition herein, whereby it is prayed that the said company be placed under the operation of "The Winding Up Act," and, if occasion there be, to advise respecting the appointment of a liquidator to the said company.

G. F. GIBSONE,
Attorney for petitioners.
Quebec, 21st April, 1898. 1856

Licitation

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 809.

LICITATION.

Henri A. Robert, Plaintiff ;
vs,
Dame M. E. E. Labelle, *es-qual.*, et al., Défendants ;
and
Joseph Labrecque, et al., *es-qual.*, *Mis en cause* ;
and
The Trust and Loan Company of Canada, collocated creditor, Petitioner ;
and
Alexandre Lippé, of the city and district of Montreal, notary, adjudicataire, Respondent.

Notice is hereby given in virtue of a judgement of the superior court, sitting in the city and district of Montreal, rendered on the fifteenth day of April instant (1898), in this cause, ordering the resale for false bidding upon the said Alexandre Lippé, adjudicataire at the sale by licitation thereof, of the immoveables hereinafter described in the manner and according to the rules prescribed by law in cases of sale by licitation and subject to the condition requi-

rant chaque enchérisseur à la dite revente de déposer entre les mains du protonotaire, en donnant son enchère, la somme de deux cents piastres (\$200.00), à savoir :

2° Le lot portant le numéro soixante-douze (72), du lot connu et désigné sous le numéro quatre-vingt (80), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

4° Les lots numéros deux cent soixante et quatre (264), deux cent soixante et cinq (265) et deux cent soixante et six (266), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil.

Que les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et revendus à la folle enchère du dit Alexandre Lippé et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI 1898, à ONZE heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience de la cour supérieure, dans le palais de justice de la cité de Montréal, et que chaque enchérisseur à la dite revente sera requis de déposer entre les mains du protonotaire, en donnant son enchère, la somme de deux cents piastres (\$200.00), et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la revente, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrites par les présents, elles seront forcloses du droit de le faire.

GEO. H. KERNICK,

Député-protonotaire de la dite cour supérieure.

JUDAH, BRANCHAUD & KAVANAGH,
1917 Procureurs de la dite requérante.
[Première publication, 30 avril 1898.]

Ratification

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 35.

Ex parte : Dame Philomène Dompierre, épouse judiciairement séparée quant aux biens de Napoléon Massy, demeurant en la ville de Maisonneuve et ce dernier au même lieu, entrepreneur aux fins d'autoriser son épouse, Requérante.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte passé devant Alphonse Clovis Décary, notaire, le 24 janvier 1898, entre Napoléon Massé, entrepreneur, demeurant en la ville de Maisonneuve, dans le comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal, d'une part ; et Dame Philomène Dompierre, de la cité de Montréal, dit district, épouse majeure séparée quant aux biens du dit Napoléon Massy, suivant jugement rendu en la cour supérieure, pour le district de Montréal, le deux novembre dernier (1897), dans une cause portant le numéro 1815 des dossiers de la dite cour et de son mari dûment autorisée à l'effet du dit acte, d'autre part, étant un acte de partage des biens de la communauté qui a existé entre eux depuis la date de leur mariage jusqu'à la date du jugement ci-dessus mentionné, par lequel acte le dit Napoléon Massy, agissant en son nom a cédé à titre de partage à la dite Dame Philomène Dompierre, les immeubles suivants, à savoir :

1° Un emplacement situé au coin est des rues Notre-Dame et Pie IX, dans la ville de Maisonneuve, mesurant quarante-deux pieds de largeur sur la rue Notre-Dame, par cent pieds de profondeur, avec deux maisons en bois lambrissées en brique, un hangar et une écurie dessus construits, composé, ce dit emplacement, des deux morceaux de terre suivants, savoir : un morceau de terre de

ring each bidder at said resale to deposit in the hands of the protonotaire when making his bid the sum of (\$200.00) two hundred dollars, to wit :

2. The lot being number (72) seventy-two, of the lot known and designated as number (80) eighty, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

4. Lots numbers (264) two hundred and sixty-four, (265) two hundred and sixty-five and (266) two hundred and sixty-six, on the official plan and book of reference of the parish of Longueuil.

That the property hereinabove described will be put up to auction and resold at the folle enchère of the said Alexandre Lippé and adjudged to the last and highest bidder, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon, on the TWENTY-FIFTH day of MAY next 1898, sitting the said Superior Court in the court room in the Court House, in the city of Montreal, and that each bidder at said resale will be required to deposit in the hands of the protonotaire, when making his bid, the sum of (\$200.00) two hundred dollars ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotaire of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the said resale and that all oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

GEO. H. KERNICK,

Deputy protonotaire of said Superior Court.

JUDAH, BRANCHAUD & KAVANAGH,
1918 Attorneys for the said petitioner.
[First published, 30th April, 1898.]

Ratification

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 35.

Ex parte : Dame Philomène Dompierre, of the city and district of Montreal, wife judicially separated as to property of Napoléon Massy, contractor, of the town of Maisonneuve, in the district of Montreal, Petitioner.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the protonotaire of the superior court of the district of Montreal, a deed executed before Alphonse Clovis Décary, notary, on the 24th of January, 1898, between Napoléon Massy, contractor, residing in the town of Maisonneuve, in the county of Hochelaga, in the district of Montreal, of the one part ; and Dame Philomène Dompierre, of the city of Montreal, in the said district, wife separated as to property of the said Napoléon Massy, in accordance with a judgment rendered in the said superior court of the district of Montreal, on the 2nd day of November last, (1897), in a case bearing the number 1815 of the records of the said court and of her husband duly authorized in consequence of the said act, of the other part, being an act of separation of property of the community which has existed between them from the date of their marriage up to the date of the judgment hereinabove mentioned, by which act the said Napoléon Massy, acting in his name ceded by deed of separation to the said Dame Philomène Dompierre, the following immovables, namely :

1. A piece of land situated on the eastern corner of Notre Dame and Pius IX streets, in the town of Maisonneuve, measuring forty-two feet in length on Notre Dame street, by one hundred feet in depth, with two brick encased houses, a stable with hayloft constructed above, comprises this said emplacement, of the two following pieces of land, namely : a piece of land, thirty-two feet in length by one hun-

trente-deux pieds de largeur, par cent pieds de profondeur, formant partie du lot de terre portant le numéro un (1), de la subdivision du lot numéro quinze (15), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, dans le comté d'Hochelaga ; borné en front au nord-ouest par la rue Notre-Dame, en arrière par une ruelle de vingt pieds de largeur, formant partie du dit lot numéro quinze (15-1), du côté nord-est par une autre partie du dit lot numéro quinze (15-1), et du côté sud-ouest par le lot numéro 15-5A ci-après décrit, avec droit de passage dans la ruelle ou passage avec les propriétaires de terrains contigus à ce passage ; d'un autre morceau de terre de dix pieds de largeur par cent pieds de profondeur, portant le numéro cinq A (5A), de la subdivision officielle du lot numéro quinze (15), des plan et livre de renvoi officiels du dit village d'Hochelaga ; borné en front au nord-ouest par la dite rue Notre Dame, en arrière par une ruelle ou passage portant le numéro 15-5B, du côté nord-est par le lot numéro 15-1 ci-dessus décrit, et du côté sud-ouest par l'Avenue Pie IX, avec droit de passage par la ruelle ou passage ci-dessus décrit, qui se trouve dans la profondeur du dit emplacement, en commun comme susdit.

2° Un autre emplacement situé en la ville de Maisonneuve, de la contenance de vingt-quatre pieds de largeur, sur soixante-quinze pieds de profondeur, plus ou moins, et étant une portion du lot portant numéro (345) trois cent quarante-cinq, de la subdivision officielle du lot numéro huit (8), sur les plan et livre de renvoi officiels pour le village incorporé d'Hochelaga ; borné, ce dit terrain, en front par la rue Ontario, en profondeur au nord-ouest, par une ruelle portant le numéro trois cent cinquante (350), de la subdivision officielle susdite, du côté nord-est par l'avenue Charles Henri, et du côté sud-ouest par le numéro trois cent quarante-six, de la subdivision officielle susdite—sans bâtisse, l'autre portion du dit lot ayant été expropriée pour l'élargissement de la dite rue Ontario, avec droit de passage par la dite ruelle en commun avec tous les autres y ayant droit, à la charge, avec tous les autres y ayant droit de l'entretenir en bon ordre.

Lesquelles propriétés immobilières ont été en la possession, quant à l'emplacement en premier lieu décrit, de Napoléon Massy, entrepreneur, demeurant en la ville de Maisonneuve, comme propriétaire, pendant les trois dernières années ; quant au second emplacement, il a été possédé à titre de propriétaire à partir du 26 décembre 1886, jusqu'à venir au 30 janvier 1896 par Gustave A. Fabre, de Montréal susdit, à partir de cette dernière date jusqu'à venir au 11 mai 1896, par Dame Ada Leroux, de Montréal, épouse séparée quant aux biens de Victor Girouard, tailleur, du même lieu, à partir du 11 mai 1896 jusqu'à la date de l'acte de partage dont on demande aujourd'hui la ratification, par Napoléon Massy, entrepreneur, demeurant en la ville de Maisonneuve, et toutes les personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel les dits lots de terre ont été acquis par la dite Dame Philomène Massy, sont avertis qu'il sera présenté à la dite cour, le seizième jour de mai 1898, une demande en ratification de titre ; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent, requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

(Signed), L. D. GAREAU,
Député protonotaire
de la cour supérieure.

(Vraie copie)
PRÉFONTAINE, ST-JEAN,
ARCHER & DÉCARY,
Avocats de la requérante.
Montréal, 29 mars 1898. 1721-2
[Première publication, 16 avril 1898.]

dred feet in depth, forming a part of the lot of land bearing the number one (1), of the subdivision of the lot number fifteen (15), of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, in the county of Hochelaga ; bounded in front on the north west by Notre-Dame street, in the rear by a lane measuring twenty feet in length, forming part of said lot number fifteen (15-1), on the north east side by another part of lot number fifteen (15-1), and on the south west by lot number 15-5A hereunder described, with right of way in the lane or passage with the owners of lands adjoining to this lane ; of another piece of land of ten (10) feet in length by one hundred feet in depth, bearing the number five A (5A), of the official subdivision of lot number fifteen (15), of the official plan and book of reference of the said village of Hochelaga ; bounded in front on the north west by the said Notre Dame street, in the rear by a lane or passage bearing the number 15-5B, on the north east side by lot number 15-1 hereabove described, and on the south west side by Pius IX avenue, with right of way by the lane or passage hereabove described, which is included in the depth of the said emplacement in common as above stated.

2. Another piece of land situated in the town of Maisonneuve, measuring twenty-four feet (24 ft.), in length, by seventy-five (75 ft.) in depth, more or less, and being a portion of lot bearing number three hundred and forty-five (345), of the official subdivision number eight (8), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga ; the said emplacement bounded in front by Ontario street, in depth on the north west by a lane bearing the number three hundred and fifty (350), of the official subdivision above stated, on the north east side by Charles Henry avenue, and on the south west side by number three hundred and forty-six of the official subdivision above stated, without houses, the other portion of the lot having been expropriated for the extension of Ontario street, with right of way by the said lane in common with all the others having right therein, and being obliged with all the others having the right therein to keep it in good order.

Which immovable properties were in the possession, as to the emplacement described in the first part, of Napoléon Massy, contractor, residing in the town of Maisonneuve, as proprietor during the three years last past ; as to the second emplacement it was held as proprietors from the 26th December, 1886, up to the 30th January, 1896, by Gustave A. Fabre, of Montreal, from the latter date up to the 11th May, 1896, by Dame Ada Leroux, of Montreal, wife separated as to property of Victor Girouard, tailor, of the same place, dating from the 11th May, 1896, up to the date of the act of separation for which the ratification in asked today by Napoléon Massy, contractor, residing in the town of Maisonneuve ; and all persons who claiming privilege or hypothec upon the said immovable immediately before the registration of the said deed by which the said lots of land were acquired by the said Dame Philomène Massy, are hereby notified that application will be made on the 16th day of May, 1898, for a judgment of confirmation of title ; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code Civil Procedure, to include in his certificate to be filled in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing and file the same in the office of the said protonotary, within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

(Signed), L. D. GAREAU,
Deputy protonotary
of the superior court

(True copy)
PRÉFONTAINE, ST-JEAN,
ARCHER & DÉCARY,
Attorneys for the petitioner.
Montreal, 29th March, 1898. 1722
[First published, 16th April, 1898.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } **JOHN Mc. D. HAINS,**
No. 133. } curateur, dûment autorisé en vertu de l'article 879 du code de procédure civile, aux biens de **JOSEPH CYPRIEN THIBEAULT,** insolvable.

Saisie comme appartenant au dit insolvable, l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement situé au coin des rues Principale et Perrault, dans la ville de Victoriaville, faisant partie du numéro trois cent deux (302), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska, contenant tout ce terrain qu'il y a depuis la rue Principale jusqu'à trois pieds au sud de la maison qu'il y a sur le dit terrain, formant environ une profondeur de cent vingt pieds plus ou moins, pourvu que cela ne dépasse pas trois pieds au sud de la dite maison, et le terrain qu'il y a entre la rue Perrault et Albert Houle à une borne posée par arpenteur, prenant au sud-est à Dame Adèle Lupien.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le **PREMIER** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 26 avril 1898. 1909
[Première publication 30 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } **JOSEPH TOUSIGNANT**
Nos. 35-37. } **ET VIR, Demandeurs ;**
contre **JEAN ALIAS JEANNOT CHRETIEN ET AL.,**
Défendeurs.

1° Comme appartenant à Jean alias Jeannot Chrétien :

Un emplacement situé dans le village de Princeville, sur le côté nord-est de la rue Saint-François-Xavier, connu comme étant partie du lot numéro douze (No. 12), du cadastre officiel pour le dit village de Princeville, contenant soixante pieds dans la ligne nord-ouest et quarante-deux pieds dans la ligne sud-est, ayant en front cent quatorze pieds de largeur et en profondeur cent douze pieds de largeur ; borné en front à la rue Saint-François-Xavier, en arrière et du côté sud-est à Dame Marie Demers, et du côté nord-est à Zéphirin Robicheau, à la charge d'une rente annuelle de sept piastres payable à Dame Marie Demers, le dix-huit septembre chaque année.

2° Comme appartenant à Cyrille Chrétien :

La moitié ouest du lot de terre numéro vingt et un a (No. 21a), des plan et livre de renvoi officiels pour le onzième rang du canton de Stanfold—avec bâtisses dessus érigées ; bornée en front aux terres du dixième rang, en profondeur aux terres du douzième rang, d'un côté à Charles Houle et de l'autre côté à Omer Boucher.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanfold, le **DEUXIEME** jour de **JUIN** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif
Arthabaskaville, 28 avril 1898. 1941
[Première publication, 30 avril 1898.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } **JOHN Mc. D. HAINS,**
No. 133. } Curator, duly authorized under article 879 of the code of civil procedure, to the property of **JOSEPH CYPRIEN THIBEAULT,** Insolvent.

Seized as belonging to the said insolvent, the following immoveable, to wit :

A lot of land situated at the corner of Main street and Perrault street, in the town of Victoriaville, being part of number three hundred and two (302), of the official cadastre of the parish of Sainte-Victoire d'Arthabaska, containing all the land there is from Main street to three feet at the south of the house now existing on the said land, forming a depth of about one hundred and twenty feet, provided it does not go any further than three feet at the south of the said house, and the land there is between Perrault street and Albert Houle, unto a boundary post placed by a surveyor, beginning at the south-east from the property of Adèle Lupien.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Victoire d'Arthabaska, on the **FIRST** day of **JUNE** next, at the hour of **TEN** o'clock in the morning.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaskaville, 26th April, 1898. 1910
[First published, 30th April, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } **JOSEPH TOUSIGNANT**
Nos. 35-37. } **ET VIR, Plaintiffs ;**
against **JEAN ALIAS JEANNOT CHRETIEN, ET AL.,**
Defendants :

1. As belonging to Jean alias Jeannot Chrétien :

An emplacement situate in the village of Princeville, on the north-east side of Saint-François-Xavier street, known as being part of the lot number twelve (No. 12), of the official cadastre for the said village of Princeville, containing sixty feet in the north-west line and forty-two feet in the south-east line, having in front one hundred and fourteen feet wide and in depth one hundred and twelve feet wide ; bounded in front to the Saint-François-Xavier street, in rear and on the south east side to Dame Marie Demers and on the north west side to Zéphirin Robicheau, to the charge of an annual rent of seven dollars payable to Dame Marie Demers, on the eighteenth day of September each year.

2. As belonging to Cyrille Chrétien.

The west half of the lot of land number twenty one a (No. 21 a), of the official plan and book of reference for the eleventh range of the township of Stanfold — with the buildings thereon erected ; bounded in front to the lands of the tenth range, in depth to the lands of the twelfth range, on one side to Charles Houle and on the other side to Omer Boucher.

To be sold at the parochial church door of Saint-Eusèbe de Stanfold, on the **SECOND** day of **JUNE** next at **ONE** o'clock in the afternoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 28th April 1898. 1942
[First published, 30th April, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } WILLIAM ARM-
No 24. } STRONG, Deman-
deur ; contre EDOUARD LANDRY, Défendeur.

Cette certaine propriété, avec moulin dessus érigé, faisant partie du lot numéro cinq du onzième rang du canton de Kingsey, contenant environ deux acres de terre en superficie—avec la maison et autres bâties dessus érigées ; bornée en front vers le sud-est par le chemin d'Arthabaska, en arrière et au nord-est par la propriété de James McKil et du côté sud-ouest par la propriété de Phylander Shaw.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Aimé de Kingsey, le DOUZIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Arthabaskaville, 6 avril 1898. 1649-2
[Première publication, 9 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } EPHREM MARTIN,
No 83. } Demandeur ; contre
TREFFLÉ NOEL, Défendeur.

Comme appartenant au demandeur :

1° Un emplacement faisant partie du lot numéro quatorze, du dixième rang du canton de Durham, contenant environ un quart d'acre de terre, connu et désigné sous le numéro neuf cent vingt-neuf (No 929), du cadastre officiel pour le dit canton de Durham—avec une maison en briques à deux étages et autres bâties dessus construites.

2° Une terre située dans le douzième rang du canton de Durham, étant partie du lot numéro neuf (9), du dit rang, contenant environ cent vingt-huit acres, connue et désignée sous le numéro onze cent vingt-huit (1128), du cadastre officiel pour le dit canton de Durham—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Fulgence de Durham, le TRIÈZIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 7 avril 1898. 1681-2
[Première publication, 9 avril 1898.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS,

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Beauce, à savoir : } CHARLES VICTOR RO-
No 551. } BERGE, Demandeur ; vs.
HENRI TREMBLAY et FIRMIN CAMPBELL,
procureur distrayant, savoir :

Tous les droits, prétentions, réclamations, intérêts et demande qu'a et peut avoir le dit défendeur dans et sur un certain lot de terre sis et situé au canton de Ditchfield, plus particulièrement connu comme étant le lot de terre numéro onze, dans le sixième rang du dit canton de Ditchfield, le dit lot de terre de la contenance de cent acres de terrain en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâties dessus faites et érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François de la Beauce, le TRENTE-UNIÈME jour de MAI prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 27 avril 1898. 1911
[Première publication, 30 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } WILLIAM ARM-
No. 24. } STRONG, Plain-
tiff ; against EDOUARD LANDRY, Defendant.

That certain property, with mill thereon erected, forming part of lot number five, in the eleventh range of the township of Kingsey, containing about two acres of land in superficies—with the house and other buildings thereon erected ; bounded in front towards south east by the Arthabaska road, in rear and on north east by the property of James McKil, and on the south west side by the property of Phylander Shaw.

To be sold at the parochial church door of Saint-Aimé of Kingsey, on the TWELFTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy-sheriff.
Arthabaskaville, 6th April, 1898. 1650
[First published, 9th April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } EPHREM MARTIN, Plain-
No. 83. } tiff ; against TREFFLÉ
NOEL, Defendant.

As belonging to plaintiff :

1. An emplacement being part of lot number fourteen, in the tenth range of the township of Durham, containing about one quarter of an acre, known and distinguished under number nine hundred and twenty-nine (929), of official cadastre for said township of Durham—with a two stories brick house and other buildings thereon erected.

2. A farm lying in the twelfth range of said township of Durham, being part of lot number nine (9) of said range, containing about one hundred and twenty-eight acres, known and distinguished under number eleven hundred and twenty-eight (1128), of official cadastre for said township of Durham—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Fulgence of Durham, on the THIRTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the morning.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaskaville, 7th April, 1898. 1682
[First published, 9th April, 1898.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Beauce, to wit : } CHARLES VICTOR
No. 551. } CROBERGE, Plaintiff.
against HENRI TREMBLAY and FIRMIN
CAMPBELL, attorney distracting, to wit :

All the rights, pretensions, claims, interests and title that the said defendant may have in and on a certain lot of land situate and being in the township of Ditchfield, more particularly known as being lot number eleven, in the sixth range of the said township of Ditchfield, said lot of land containing one hundred acres in area, more or less—with all the buildings thereon made and erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of Beauce, in the parish of Saint Francis de la Beauce, on the THIRTY-FIRST day of MAY next, at NOON.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 27th April, 1898. 1912
[First published, 30th April, 1898.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } **MEDARD CYR**, de la
District de Bedford. } municipalité de Stan-
No 6234. } bridge station, dans le dis-
trict de Bedford, commerçant, Demandeur; contre
les effets et terres de **HENRI POIRIER**, ci-devant
de la ville de Bedford, dans le dit district de Bed-
ford, mais maintenant absent de cette province,
Défendeur.

1° Ce morceau de terre situé dans la ville de Bedford, dans le district de Bedford, formant partie du lot dix, dans le cinquième rang, arpentage primitif, du canton de Stanbridge, dans le district de Bedford, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous le numéro deux mille cent quarante (2140), et contenant quarante-sept acres, un vergée et trente-cinq perches—avec les améliorations faites.

2° Ce morceau de terre situé dans la ville de Bedford, formant partie du lot dix, dans le cinquième rang, arpentage primitif, du dit canton de Stanbridge, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous les numéros deux mille cent quarante-deux (2142) et deux mille cent quarante-trois (2143)—avec toutes les améliorations faites, circonstances et dépendances, et contenant environ trente-cinq acres.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damien, dans la ville de Bedford, et district de Bedford, le **QUATORZIEME** jour de **MAI** prochain, à **NEUF** heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif,
Sweetsburg, 1er avril 1898.

Shérif.
1613-2

[Première publication, 9 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } **DAME SARAH KNOWL-**
District de Bedford. } **TON**, du village de
No 6172. } Knowlton, dans le dit dis-
trict, veuve et légataire universel de feu Hiram
Sewell Foster, écuyer, en son vivant du même lieu,
régistrateur du comté de Brome, Demanderesse;
contre les effets et terres de **WILLIAM THOMAS**
WILKINSON, ci-devant de la partie est du canton
de Farnham, dans le dit district, mais maintenant
absent de la province de Québec et y ayant une
propriété, Défendeur.

Ce morceau de terre étant le quart nord-ouest du lot dix-huit, dans le deuxième rang, arpentage primitif, du canton de Brome, dans le dit district de Bedford, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Brome, sous le numéro cent trente (130); borné au nord par le numéro cent vingt-neuf, au sud par le numéro cent trente-un, à l'est par un chemin public, et à l'ouest par le numéro soixante-un, mesurant quatorze chaînes et cinquante chaînons en front sur trente chaînes de profondeur, contenant quarante-trois acres 50/100 en superficie—avec les améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François-Xavier de Shefford, dans le village de Shefford-Ouest et district de Bedford, le **ONZIEME** jour de **MAI** prochain, à **NEUF** heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, 7 avril 1898.

Shérif.
1611-2

[Première publication, 9 avril 1898.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Quebec, } **MEDARD CYR**, of the
District of Bedford. } municipality of Stan-
No. 6234. } bridge Station, in the district
of Bedford, trader, Plaintiff; against the goods and
lands of **HENRI POIRIER**, formerly of the town
of Bedford, in the said district of Bedford, but now
absent from this Province, Defendant.

1. That certain piece of land situated in the town of Bedford, in the district of Bedford, forming part of lot ten, in the fifth range of the primitive survey of the township of Stanbridge in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Stanbridge, as number twenty-one hundred and forty (2140), and containing forty-seven acres, one rood and thirty-five perches—with improvements thereon.

2. That certain piece of land situated in the said town of Bedford, forming part of lot ten, in the fifth range of the primitive survey of the said township of Stanbridge, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Stanbridge, as numbers twenty-one hundred and forty-two (2142) and twenty-one hundred and forty-three (2143)—with all improvements thereon and appurtenances thereto belonging and containing about thirty-five acres.

To be sold at the parish church door of Saint Damien, in the town of Bedford and district of Bedford, on the **FOURTEENTH** day of **MAY** next, at the hour of **NINE** of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,
Sweetsburg, 1st April, 1898.

Sheriff.
1614

[First published, 9th April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Quebec, } **DAME SARAH KNOWL-**
District of Bedford. } **TON**, of the village of
No. 6172. } Knowlton, in said district,
widow and universal legatee of the late Hiram
Sewell Foster, in his lifetime of the same place,
esquire, registrar of the county of Brome, Plaintiff;
against the goods and lands of **WILLIAM THOMAS**
WILKINSON, heretofore of the east part of the
township of Farnham, in said district, but now
absent from the province of Quebec, and owning
property therein, Defendant.

That certain piece of land being the north west quarter of lot eighteen, in the second range of the primitive survey of the township of Brome, in said district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Brome, by the number one hundred and thirty (130); bounded north by number one hundred and twenty-nine, south by number one hundred and thirty-one, east by a public road; and west by number sixty-one, measuring fourteen chains and fifty links in front by thirty chains in depth, containing forty-three acres 50/100 in superficies—with all improvements thereon.

To be sold at the parish church door of Saint François-Xavier de Shefford, in the village of West Shefford and district of Bedford, on the **ELEVENTH** day of **MAY** next, at the hour of **NINE** of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,
Sweetsburg, 7th April, 1898.

Sheriff.
1612

[First published, 9th April, 1898.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.*Cour Supérieure.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } **JULES GAUTHIER**, marchand, de Saint-Alexis, Demandeur ; contre **JOSEPH LABERGE**, cultivateur, de Saint-Alexis, en sa qualité de tuteur à son enfant mineur, Thomas *alias* Thomé Laberge, dûment nommé en justice, Défendeur.

La nue propriété de la moitié indivise du lot de terre désigné au plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Alexis de la Grande Baie, dans le huitième rang nord du canton de Bagot, sous le numéro trois cent trente-neuf, mesurant soixante et deux acres en superficie, plus ou moins—avec ensemble la moitié indivise des bâtisses érigées sur le lot, circonstances et dépendances ; l'usufruit des dits terrains et bâtisses appartient au dit Joseph Laberge, personnellement, pendant son vivant.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexis de la Grande Baie, le **PREMIER** jour du mois de **JUIN** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, 26 avril 1898.

Shérif.
1921

[Première publication, 30 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS*Cour de Circuit du district de Québec.*

Chicoutimi, à savoir : } **JOSEPH FORTIN**, de la Baie Saint-Paul, cultivateur. Demandeur ; contre **PIERRE ALIAS PETER BLACKBURN**, de Chicoutimi, cultivateur, Défendeur.

Une terre située dans le septième rang sud-ouest du canton de Chicoutimi, contenant cinq arpents et demi de front, plus ou moins, sur la profondeur du rang, composée des deux arpents et quart sud-ouest du numéro huit et du numéro neuf, du dit rang, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Chicoutimi ; bornée par le côté sud-ouest à Philippe Barret, et par le côté nord-est à Johnny Blackburn—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue au bureau du sousigné, au palais de justice, à Chicoutimi, le **DEUXIEME** jour du mois de **JUIN** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, 26 avril 1898.

Shérif.
1923

[Première publication, 30 avril 1898.]

FIERI FACIAS.*Cour Supérieure.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } **JULES GAUTHIER**, marchand, de Saint-Alexis, Demandeur ; contre **JOSEPH LABERGE**, cultivateur, et **DAME XENOBIE HARVEY**, veuve de feu Alaric Desbiens, de Saint-Alexis, Défendeurs.

Immeubles de Joseph Laberge :

1° La moitié indivise du lot de terre, désigné au plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Alexis de la Grande Baie, dans le huitième rang nord du canton de Bagot, sous le numéro trois cent trente-neuf, mesurant soixante et deux acres en superficie, plus ou moins—avec ensemble la moitié indivise des bâtisses érigées sur le lot, circonstances et dépendances.

2° L'usufruit la vie durant du dit Joseph Laberge, défendeur, de la moitié indivise du lot de

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.*Superior Court.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } **JULES GAUTHIER**, merchant, of Saint Alexis, Plaintiff ; against **JOSEPH LABERGE**, farmer, of Saint Alexis, in his quality of tutor to his minor child, Thomas *alias* Thomé Laberge, duly appointed by law, Defendant.

The sole ownership (*nue propriété*) of the undivided half of the lot of land known on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Alexis de la Grande Baie, in the eighth north range of the township Bagot, as number three hundred and thirty-nine, measuring sixty-two acres in superficies, more or less—together with the undivided half of the buildings erected on the said lot, circumstances and dependencies. The usufruct of the said lots and buildings belonging to the said Joseph Laberge, personally, during his lifetime.

To be sold at the church door of the parish of Saint Alexis de la Grande Baie, on the **FIRST** day of the month of **JUNE** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's office,
Chicoutimi, 26th April, 1898.

Sheriff.
1922

[First published, 30th April, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court for the district of Québec.*

Chicoutimi, to wit : } **JOSEPH FORTIN**, of Baie Saint Paul, farmer, Plaintiff ; against **PIERRE ALIAS PETER BLACKBURN**, of Chicoutimi, farmer, Defendant.

A land situate in the seventh range south west of the township of Chicoutimi, containing five arpents and a half in front, more or less, by the depth of the range, composed of the two arpents and a quarter south west of number eight and of number nine, of the said range, according to the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Chicoutimi ; bounded on the south west side by Philippe Barret, and on the north east side by Johnny Blackburn—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the undersigned, in the court house, at Chicoutimi, on the **SECOND** day of the month of **June** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's Office,
Chicoutimi, 26th April, 1898.

Sheriff.
1924

[First published, 30th April, 1898.]

FIERI FACIAS.*Superior Court.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } **JULES GAUTHIER**, merchant, of Saint Alexis, Plaintiff ; against **JOSEPH LABERGE**, farmer, and **DAME XENOBIE HARVEY**, widow of the late Alaric Desbiens, of Saint Alexis, Defendants.

Immovables of Joseph Laberge :

1. The undivided half of the lot of land designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Alexis de la Grande Baie, in the eighth range north of the township of Bagot, as number three hundred and thirty-nine, measuring sixty-two acres in area, more or less—together with the undivided half of the buildings erected on the lot, circumstances and dependencies.

2. The usufruct during the lifetime of the said Joseph Laberge, defendant, of the undivided half

terre désigné au plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Alexis de la Grande Baie, dans le huitième rang nord du canton de Bagot, sous le numéro trois cent trente-neuf, mesurant soixante et deux acres en superficie, plus ou moins—avec ensemble l'usufruit de la moitié des bâtisses érigées sur le lot, circonstances et dépendances ; lequel usufruit du terrain et des bâtisses appartient à Joseph Laberge, le défendeur, en vertu d'un acte de donation que lui en a consenti Dame Xénobie Harvey, veuve de feu Alaric Desbiens, en date du vingt-neuf septembre mil huit cent quatre-vingt-quinze, et dûment enregistré au bureau qu'il appartient, le quatre octobre 1895, passé devant L. Tremblay, notaire.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexis de la Grande Baie, le PREMIER jour du mois de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 26 avril 1898. 1925
[Première publication, 30 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Québec.

Chicoutimi, à savoir : } WILLOUGHBY DE
No 625. } QUINCY SEWELL,
écuyer, de la cité de Québec, en sa qualité de seul exécuteur des biens de son père le révérend Edmund Willoughby Sewell, en son vivant clerc dans les Saints-Ordres, Demandeur ; contre FRANÇOIS-XAVIER GOSSELIN, écuyer, notaire, de la cité de Québec, Défendeur.

Un certain terrain de forme rectangulaire, en le village de Bagotville, paroisse de Saint-Alphonse, comté de Chicoutimi, et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit village de Bagotville, comme étant les numéros deux cent douze (212), deux cent treize (213), deux cent quatorze (214), deux cent vingt (220) deux cent vingt et un (221), deux cent vingt-deux (222), et deux cent vingt-trois (223).

Pour être vendu en bloc, à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Alphonse, le ONZIÈME jour du mois de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 5 avril 1898. 1659-2
[Première publication, 9 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure—District de Montréal.

Chicoutimi, à savoir : } I SAIE FILION, de la cité
No. 340. } et du district de Montréal, épicier, Demandeur ; vs. DAME GEORGIANA LESPERANCE, de la cité et du district de Montréal, veuve de feu Onésime Tremblay, en son vivant de la paroisse de Notre-Dame de Laterrière, cultivateur, Défenderesse.

1° La moitié nord-est du lot numéro dix-neuf du cinquième rang sud-ouest du canton Chicoutimi, en la paroisse de Notre-Dame de Laterrière, comté de Chicoutimi, contenant cinquante acres en superficie, maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de partie du premier rang du canton de Bagot, et de partie des premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et treizième rangs sud-ouest du canton de Chicoutimi, sous le numéro dix-neuf a (19a), du dit cinquième rang—avec bâtisses et dépendances.

1° La moitié sud-ouest de la moitié nord-est du lot numéro dix-huit du quatrième rang sud-ouest du canton de Chicoutimi, en la paroisse de Notre-Dame de Laterrière, contenant vingt-trois acres en superficie ; maintenant connue et désignée au plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de partie du premier rang du canton de Bagot, et de partie des premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et treizième rangs sud-ouest du canton de

of the lot of land designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Alexis de la Grande Baie, in the eighth range north of the township of Bagot, as number three hundred and thirty-nine, measuring sixty-two acres in area, more or less—together with the usufruct of the half of the buildings erected on the lot, circumstances and dependencies ; which usufruct of the lot and of the buildings belongs to Joseph Laberge, the defendant, in virtue of a deed of gift made of it to him by Dame Xénobie Harvey, widow of the late Alaric Desbiens, dated the twenty-ninth day of September, one thousand eight hundred and ninety-five, and duly registered to the registry office, on the fourth of October, 1895, passed before L. Tremblay, notary.

To be sold at the church door of the parish of Saint Alexis de la Grande Baie, on the FIRST day of the month of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

O. BOSSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 26th April, 1898. 1926
[First published, 30th April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Quebec.

Chicoutimi, to wit : } WILLOUGHBY DE
No. 625. } QUINCY SEWELL,
of the city of Quebec, esquire, in his capacity of sole executor of the estate of his late father the Reverend Edmund Willoughby Sewell, in his lifetime clerk in Holy Orders, Plaintiff ; against FRANÇOIS XAVIER GOSSELIN, of the city of Quebec, esquire, notary, Defendant.

A certain lot of land of rectangular shape, in the village of Bagotville, parish of Saint Alphonse, county of Chicoutimi, and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said village of Bagotville, as being numbers two hundred and twelve (212), two hundred and thirteen (213), two hundred and fourteen (214), two hundred and twenty (220), two hundred and twenty-one (221), two hundred and twenty-two (222) and two hundred and twenty-three (223).

To be sold in one lot at the church door of the said parish of Saint Alphonse, on the ELEVENTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 5th April, 1898. 1660
[First published, 9th April, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Chicoutimi, to wit : } I SAIE FILION, of the city
No. 340. } and district of Montreal, grocer, Plaintiff ; vs. DAME GEORGIANA LESPERANCE, of the city and district of Montreal, widow of the late Onésime Tremblay, in his lifetime of the parish of Notre Dame de Laterrière, farmer, Defendant.

1. The north east half of lot number nineteen in the fifth range, south west of township Chicoutimi, in the parish of Notre Dame de Laterrière, county of Chicoutimi, containing fifty acres in area, now known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for part of the first range of township Bagot, and for part of first, second, third, fourth, fifth and thirteenth ranges south west of township of Chicoutimi, as number nineteen a (19a), of the said fifth range—with buildings and dependencies.

1. The south west half of the north east half of lot number eighteen of the fourth range south west of the township of Chicoutimi, in the parish of Notre Dame de Laterrière, containing twenty-three acres in area ; now known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for part of the first range in the township of Bagot, and for part of the first, second, third, fourth, fifth and thirteenth ranges south west of

Chicoutimi, sous le numéro dix-huit c (18c) du dit quatrième rang—sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Laterrière, le DIXIEME jour du mois de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSÉ,
Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi 5 avril 1898. 1661-2
[Première publication 9 avril 1898.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } ISAAC WELLSIE BRIS-
No 255. } BIN, agent d'affaires, de
la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, dans le district d'Iberville, en sa qualité d'exécuteur testamentaire à la succession de feu Perry B. Lyon, en son vivant, cultivateur, du même lieu, Demandeur, es-qualité ; contre JAMES M. FOSBURGH, cultivateur, aussi du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre situé sur la deuxième concession sur le Domaine, en la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, sous les numéros soixante et onze et soixante et douze (Nos 71 et 72)—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, le DIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS ARPIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 6 avril 1898. 1647-2
[Première publication, 9 avril 1898.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JEAN JOSEPH BEAU-
No. 4029. } CHAMP, avocat, de Mont-
réal, Demandeur ; contre les terres et tenements de EDGAR MUNRO, bourgeois, du village de Boucherville, dit district, Défendeur.

Une terre de forme irrégulière, sise et située partie dans le village de Boucherville, et partie dans la paroisse de Boucherville, comté de Chambly, district de Montréal—avec deux maisons, granges et dépendances y érigées, contenant la dite terre sur la rue Sainte-Famille qui la borne en front, cent quatre-vingts pieds, mesure anglaise, sur deux arpents et deux perches de profondeur, mesure française, de là prenant deux arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur, mesure française, le tout plus ou moins ; tenant d'un côté au sud-ouest à Madame Arthur Lacoste et à Eucher Peltier, du côté nord-est à l'honorable Charles B. de Boucherville et à Azarie Robert, et au bout sud-est au dit Eucher Peltier ou représentants, et composé des lots de terre ci-après décrits, savoir :

1 La partie de la dite terre située dans les limites

the township of Chicoutimi, as number eighteen c (18 c), of the said fourth range—without building.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de Laterrière, on the TENTH day of the month of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSÉ,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 5th April, 1898. 1662
[First published, 9th April, 1898.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } ISAAC WELLSIE BRIS-
No. 255. } BIN, business agent, of
the parish of Saint-Bernard de Lacolle, in the district of Iberville, in his quality of testamentary executor to the estate of the late Perry B. Lyon, in his lifetime, farmer of the same place, *es qualité*, Plaintiff ; against, JAMES M. FOSBURGH, farmer, also of the same place, Defendant.

A lot of land situated on the second concession on the Domain, in the parish of Saint Bernard de Lacolle, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Bernard de Lacolle, under the numbers seventy-one and seventy-two (Nos. 71 and 72)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint-Bernard de Lacolle, on the TENTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS ARPIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 6th April, 1898. 1648
[First published, 9th April, 1898.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } JEAN JOSEPH BEAU-
No. 4029. } CHAMP, advocate, of
Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of EDGAR MUNRO, gentleman, of the village of Boucherville, said district, Defendant.

A land of irregular shape, situate and being partly in the village of Boucherville, and partly in the parish of Boucherville, county of Chambly, district of Montreal—with two houses, barns and dependencies thereon erected, said land containing on Sainte Famille street, which bounds it in front, one hundred and eighty feet, english measure, by two arpents and two perches in depth, french measure, from there measuring two arpents in front by twenty eight arpents in depth, french measure, the whole more or less ; bounded in one side to the south west by Mrs. Arthur Lacoste and by Eucher Peltier, on the north east side by the honorable Charles B. de Boucherville and by Azarie Robert, and at the south east end by the said Eucher Peltier or representatives, and made up of the lots herein-after described, to wit :

1. The part of the said land situate in the limits

du dit village de Boucherville, est connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit village de Boucherville, sous le numéro cent cinquante et un, et comprend aussi une partie du lot de terre connu et désigné sur le susdit plan et au livre de renvoi officiels du dit village de Boucherville, sous le numéro cent soixante; cette dite partie du numéro cent soixante se trouve à environ cinq cent vingt pieds de la dite rue Sainte-Famille, mesure anglaise, et joignant le dit lot numéro cent cinquante et un, et tient au nord et à l'ouest à parties du dit lot numéro cent soixante, appartenant à Madame Arthur Lacoste, et au sud au dit Eucher Peltier ou représentants, et contient cinquante-six pieds à un bout et soixante et dix pieds à l'autre bout, sur une profondeur de soixante et quinze pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise.

2° La partie de la dite terre située dans les limites de la paroisse de Boucherville, comprend la partie sud-ouest du lot connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Boucherville, sous le numéro trente-deux. Le tout formant une seule et même exploitation; à distraire de ce que ci-dessus saisi une quantité de vingt-quatre mille seize pieds en superficie, appartenant à la compagnie de chemin de fer Montréal et Sorel ou représentants.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 26 avril 1898. Shérif. 1905
[Première publication, 30 avril 1898.]

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L** EON PLOUSSARD, de la No 1853. } la paroisse de Notre-Dame de Grâces, dans le district de Montréal, jardinier-maraîcher, Demandeur; contre les terres et tenements de ADAM TODD, des cité et district de Montréal, charretier, Défendeur; E. Guerin, 1er adjudicataire, et James Baxter, 2ème adjudicataire, et Joseph L. Perron, adjudicataire défaillant.

Les terres et tenements mentionnés dans la cédule marquée A, annexée au bref.

Un lot de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Laurent; borné en front par le chemin de la Reine, autrement appelé Chemin de la Côte Vertu, connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-deux (182), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, contenant environ douze arpents en superficie, plus ou moins—et avec les bâtisses dessus construites.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui a eu lieu en mon bureau, en la cité de Montréal, le onzième jour de mars dernier (1898), aura lieu de nouveau en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-IEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. A la folle enchère du dit Edmund Guerin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Montréal, 27 avril 1898. Député-Shérif. 1903
[Première publication, 30 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **D**ÉSIRÉ BERTRAND, No 2662. } employé civique, de la cité et du district Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de HECTOR MEUNIER, avocat, du même lieu, en sa qualité de curateur dûment élu en justice à Demoiselle Kate Davis, interdite pour cause de démence, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, es-qualité, les immeubles suivants, savoir:

Deux lots de terre sis et situés dans le quartier

of the said village of Boucherville, is known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Boucherville, as number one hundred and fifty one, and comprises also a part of the lot of land known and designated on the said official plan and book of reference of the said village of Boucherville, as number one hundred and sixty; this said part of number one hundred and sixty is about at about five hundred and twenty feet from the said Sainte Famille street, english measure, and adjoining said lot number one hundred and fifty one, and adjoins on the north and on the west by parts of said lot number one hundred and sixty, belonging to Mrs Arthur Lacoste, and on the south by the said Eucher Peltier or representatives, and contains fifty six feet at one end and seventy feet at the other end, by a d pth of seventy five feet, the whole more or less, english measure.

2. The part of the said land situate in the limits of the parish of Boucherville, comprises the south west part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Boucherville, as number thirty two. The whole forming one and the same plot; reserving from the land hereinabove seized a quantity of twenty four thousand and sixteen feet in area, belonging to the Montreal and Sorel Railway Company or representatives.

To be sold at the parochial church door of the parish of Boucherville, on the THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 26th April, 1898. Sheriff. 1906
[First published, 30th April, 1898.]

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **L** EON PLOUSSARD, of No. 1853. } the parish of Notre-Dame de Grâces, in the district of Montreal, kitchen-gardener (*jardinier maraîcher*), Plaintiff; against the lands and tenements of ADAM TODD, of the city and district of Montreal, carter, Defendant; E. Guerin, 1st purchaser, and James Baxter, 2nd purchaser, and Joseph L. Perron, purchaser in default.

The lands and tenements mentioned in the schedule marked A, to the writ annexed.

A lot of land situate and being in the parish of Saint Laurent; bounded in front by the Queen's highway, otherwise called *Chemin de la Côte Vertu*, known and designated as number one hundred and eighty-two (182), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, in the county of Jacques Cartier, containing about twelve arpents in area, more or less—and with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in this cause, which took place in my office, in the city of Montreal, on the eleventh day of March last (1898), will take place again in my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. At the resale of the said Edmund Guerin. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Montréal, 27th April, 1898. Deputy-Sheriff. 1904
[First published, 30th April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **D**ÉSIRÉ BERTRAND, civic No. 2662. } employee, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of HECTOR MEUNIER, advocate, of the same place, in his quality of curator duly appointed by law to Miss Kate Davis, interdicted for insanity, Defendant.

Seized as belonging to the said *es-qualité* the following immovables, to wit:

Two lots of land situate and being on Saint Mary's

Sainte-Marie, de la cité de Montréal; bornés en front par la rue Champlain, connus et désignés comme lots numéros quatre cent seize et quatre cent vingt (No 416 et 420), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie les susdits deux lots ne formant qu'une seule et même exploitation—et avec les bâties dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 27 avril 1898. 1907
[First published, 30th April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } WILLIAM FLETCHER
No. 2223. } BORLAND, de la cité
de Montréal, gérant, et DAVID WILLIAMSON,
de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dans
le dit district, teneur de livres, Demandeurs; contre
les terres et tenements de WILLIAM JOHNSON,
des cité et district de Montréal, Défendeur.

Ce lot de terre situé dans la ville de Westmount, comté d'Hochelaga, district de Montréal, étant la subdivision numéro soixante et quatorze sur le plan de subdivision d'une partie du lot connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro deux cent quatre-vingt-deux; borné en front par l'avenue Montarville—sans bâties.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

Première publication du 2 avril 1898 est nulle.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 5 avril 1898. 1499-2
[Première publication, 9 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOSEPH H. MALLETTE,
No. 1508. } comptable des cité et district
de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de J. B. MARCOTTE, de la municipalité du village Ahuntsic, dans la paroisse de la Visitation du Sault au Récollet, dans le district de Montréal, Défendeur, conjointement et solidairement avec Dame Emma Maisonneuve, marchande publique, de la dite cité de Montréal, épouse séparée quant aux biens de Stanislas Paquette, contracteur, du même lieu, et faisant affaires seule à Montréal ausdit, comme contracteur et boucher, sous les nom et raison de S. Paquette & Cie., et le dit Stanislas Paquette, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes et Dame Emélie Meunier, de la dite municipalité du village Ahuntsic, les autres défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur J. B. Marcotte, l'immeuble ci-après mentionné, savoir :

Un certain terrain, sis et situé en le village d'Ahuntsic, comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal; borné en front par le chemin public, connu et désigné comme étant le lot numéro sept (7), de la subdivision officielle du lot officiel numéro deux cent quarante-cinq (245), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet—avec maison et autres bâties dessus érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 5 avril, 1898. 1609-2
[Première publication 9 avril, 1898.]

ward, of the city of Montreal; bounded in front by Champlain street, known and designated as numbers four hundred and sixteen and four hundred and twenty (416 and 420) of the official plan and book of reference of the said Saint Mary's ward; said two lots forming only one and the same plot—and with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 27th April, 1898. 1908
[First published, 30th April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } WILLIAM FLETCHER
No. 2223. } BORLAND, of the city
of Montreal, manager, and DAVID WILLIAMSON,
of the city of Sainte Cunégonde de Montreal, in
said district, bookkeeper, Plaintiffs; against the
lands and tenements of WILLIAM JOHNSON, of
the city and district of Montreal, Defendant.

That certain lot of land situate in the town of Westmount, county of Hochelaga, district of Montreal, being subdivision number seventy-four on the subdivision plan of a part of the lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number two hundred and eighty-two; bounded in front by Montarville avenue—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

The first publication of the 2nd of April, 1898, is null.
J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 5th April, 1898. 1500
[First published, 9th April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOSEPH H. MALLETTE,
No. 1508. } accountant, of the city and
district of Montreal, Plaintiff; against the lands
and tenements of J. B. MARCOTTE, of the municipality of the village Ahuntsic, in the parish of La Visitation du Sault au Récollet, in the district of Montreal, Defendant, jointly and severally with Dame Emma Maisonneuve, public trader, of the said city of Montreal, wife separated as to property of Stanislas Paquette, contractor, of the same place, and carrying on business alone at Montreal aforesaid, as contractor and butcher, under the style and firm of S. Paquette & Co., and the said Stanislas Paquette to authorize his said wife for the purposes hereof, and Dame Emélie Meunier, of the said municipality of the village Ahuntsic, the other defendants.

Seized as belonging to the said defendant J. B. Marcotte, the immovable hereafter described, to wit :

A certain lot situate and being in the village of Ahuntsic, county of Hochelaga, in the district of Montreal; bounded in front by the public road, known and designated as lot number seven (7), of the official subdivision of the official lot number two hundred and forty-five (245), of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet—with house and outbuildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 5th April, 1898. 1610
[First published, 9th April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D**AME LOUISA G. FOOS, No 1695. } de la ville de Lachine, dans le dit district, veuve de feu Benjamin F. Battzly, photographe, en son vivant de Cambridge, dans l'Etat du Massachusetts, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **CHARLES IRVINE**, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, cultivateur, Défendeur, maintenant décédé ; le jugement dans cette affaire ayant été signifié aux héritiers et représentants du dit Charles Irvine, à savoir : Robert John Irvine, de Chicago, dans les Etats-Unis d'Amérique ; Martha Irvine, épouse de Richard O'Donahue, de Montréal, et son dit mari afin de l'assister ; Charles Edward Irvine, de la dite cité de Chicago ; Dame Elizabeth Kerr, veuve de feu Charles Irvine, de Montréal, personnellement et comme tutrice aux enfants mineurs Jane Irvine et Margaret Irvine, et John Irvine subrogé-tuteur aux dits enfants mineurs.

Saisis en leur qualité respective, comme suit, savoir :

Cinq dixièmes indivis sur Dame Elizabeth Kerr.
Deux dixièmes indivis sur Jane Irvine et Margaret Irvine.

Un dixième indivis sur Robert John Irvine.

Un dixième indivis sur Charles Edward Irvine.

Un dixième indivis sur Martha Irvine, épouse de Richard O'Donahue, dans l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé à la Côte Saint-Antoine, formant partie de la subdivision des lots numéros soixante et huit A, soixante et neuf A, soixante et dix A, soixante et onze A et soixante et onze B, du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro deux cent huit (208-68 A, 208-69 A, 208-70 A, 208-71 A et 208-71 B.), le dit lot de terre contenant cent quatre-vingt-un pieds neuf pouces de largeur en front, sur une profondeur de seize pieds dans la ligne sud-ouest, et cent onze pieds neuf pouces dans la ligne nord-est, mesure anglaise, plus ou moins, et une superficie de onze mille trois cent trente pieds ; borné en front par la rue Dorchester, en arrière par parties non subdivisées des subdivisions 68, 69, 70, 71 ; d'un côté au nord-est, par le résidu de la subdivision soixante et onze B (208-71 B), la propriété de Charles Ledoux, et de l'autre côté au sud-ouest par le lot cent quatre-vingt-huit A—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,
Montréal, 5 avril 1898.

Shérif.
1605-2

[Première publication, 9 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L**ES COMMISSAIRES No. 11934. } **D**'Ecoles pour la MUNICIPALITE DE SAINT-GREGOIRE LE THAUMATURGE, dans le comté d'Hochelaga, corps incorporé ayant son principal établissement dans la paroisse de Saint-Grégoire le Thaumaturge, dit district, Demandeurs ; contre les terres et tenements désignés et décrits dans la cédule A annexée au bref en cette cause et appartenant à **DAME MARJORY POW**, veuve de John Thorburn, de la cité et du district de Montréal, Défenderesse.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal ; borné en front par la rue Breboeuf, connu et désigné comme subdivision cent trente-deux (132), du lot numéro sept (No 7), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé Saint-Jean-Baptiste—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **D**AME LOUISA G. FOOS, No. 1695. } of the town of Lachine in said district, widow of the late Benjamin F. Battzly, photographer, in his lifetime of Cambridge, in Massachusetts, Plaintiff ; against the lands and tenements of **CHARLES IRVINE**, of the town of Westmount, in the district of Montreal, farmer, Defendant, now deceased ; the judgment herein having been served upon the heirs and representatives of said Charles Irvine, to wit : Robert John Irvine, of Chicago, in the United States of America ; Martha Irvine, wife of Richard O'Donahue, of Montreal, and her said husband to assist her ; Charles Edward Irvine, of said city of Chicago, Dame Elizabeth Kerr, widow of late Charles Irvine, of Montreal, personally and as tutrix to the minors Jane Irvine and Margaret Irvine, and John Irvine sub-tutor to said minors.

Seized in their respective quality, as follows, to wit :

Five undivided tenths on Dame Elizabeth Kerr.
Two undivided tenths on Jane Irvine and Margaret Irvine.

One undivided tenth on Robert John Irvine.

One undivided tenth on Charles Edward Irvine.

One undivided tenth on Martha Irvine, wife of Richard O'Donahue, in the following immovable, to wit :

A block of land situate at Côte Saint Antoine, forming part of subdivision lots numbers sixty-eight A, sixty-nine A, seventy A, seventy-one A, and seventy-one B, of the lot known on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, by the number two hundred and eight, (208-68 A, 208-69 A, 208-70 A, 208-71 A, and 208-71 B), containing said block of land one hundred and eighty-one feet nine inches in width in front, by a depth of sixteen feet in the south west side line and one hundred and eleven feet nine inches in the north east side line, english measure, more or less, and a superficies of eleven thousand three hundred and thirty feet ; bounded in front by Dorchester street, in rear by parts unsubdivided of subdivisions 68, 69, 70 and 71, on one side to the north east by the remainder of subdivision seventy-one B, (208-71 B), the property of Charles Ledoux, and on the other side to the south west by lot one hundred and eighty-eight A—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,
Montreal, 5th April, 1898.

Sheriff.
1606

[First published, 9th April, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **T**HE SCHOOL COMMISSIONERS No. 11934. } **S**CHOOL FOR THE MUNICIPALITY OF SAINT GREGOIRE LE THAUMATURGE, in the county of Hochelaga, a body politic and corporate, having its principal establishment in the parish of Saint Grégoire le Thaumaturge, said district, Plaintiffs ; against the lands and tenements designated and described in the schedule A annexed to the writ in this cause and belonging to **DAME MARJORY POW**, widow of John Thorburn, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate and being in the city of Montreal ; bounded in front by Breboeuf street, known and designated as subdivision one hundred and thirty-two (132), of lot number seven (No. 7), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Montréal, 5 avril 1898.
[Première publication, 9 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL LOAN & MORTGAGE COMPANY**, compagnie constituée en corporation et corps politique, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, dit district. Demanderesse ; contre les terres et tenements d'ANTOINE BELANGER, de la cité de Montréal, district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé dans la ville de Longueuil, dans le district de Montréal, composé des lots numéros soixante et sept et soixante et huit de la subdivision du lot trois cent quarante-huit (348-67 et 348-68), des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, (maintenant ville de Longueuil) ; les dits lots étant bornés en front par le chemin Chambly—avec une maison et autres bâtisses sus-érigées, pour être vendu en un seul lot.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Montréal, 6 avril 1898.
[Première publication, 9 avril 1898.]

ALIAS VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME MARGARET BRENNAN**, des cité et district de Montréal, veuve de feu Michael Patrick Ryan, en son vivant du même lieu, écuyer, percepteur de douane, en sa qualité d'exécutrice testamentaire de la succession du dit feu Michael Patrick Ryan, Demanderesse ; contre les terres et tenements de JOHN F. CAMPBELL, des cité et district de Montréal, commis, Dame Catherine *alias* Kate Kelly, épouse commune en biens du dit John F. Campbell, par son dit mari dûment autorisé à l'effet de ces présentes, et le dit John F. Campbell, aussi mis en cause aux fins d'autoriser sa dite épouse, Thomas Kelly, conducteur, et John Kelly, facteur, tous deux de la dite cité de Montréal, Elizabeth Kelly, épouse de Edouard Bisson, de la cité de Burlington, dans l'Etat du Vermont, un des Etats-Unis de l'Amérique, par son mari dûment autorisée à l'effet de ces présentes, et le dit Edouard Bisson, mis en cause aux fins d'autoriser sa dite épouse, Mary Kate Norris, épouse de Charles Boyles, de la cité de Boston, dans l'Etat de Massachusetts, un des Etats-Unis de l'Amérique, par son mari dûment autorisée à l'effet de ces présentes, et le dit Charles Boyles mis en cause aux fins d'autoriser sa dite épouse, Elizabeth Norris, de West Bay City, dans l'Etat du Michigan, un des Etats-Unis d'Amérique, veuve de feu William Massey, en son vivant du même lieu, Annie Norris, de West Bay City susdit, veuve de feu Thomas Hannifin, en son vivant du même lieu, et le dit John F. Campbell en sa qualité de tuteur aux biens de Leo Stanislas Norris, de West Bay City susdit, enfant mineur issu du mariage de feu Dame Mary Ann Kelly, en son vivant de West Bay City susdit, et Patrick Norris, du même lieu, commis, Défendeurs. Saisis comme appartenant aux dits défendeurs, excepté à John F. Campbell, personnellement.

Les terres et tenements mentionnés dans la cédule marquée A annexée au bref.

on the TWELFTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Montréal, 5th April, 1898.
[First published, 9th April, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE MONTREAL LOAN & MORTGAGE COMPANY**, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, said district, Plaintiff ; against the lands and tenements of ANTOINE BELANGER, of the city of Montreal, district of Montreal, Defendant.

A lot of ground or emplacement situate in the town of Longueuil, in the district of Montreal, and composed of lots numbers sixty-seven and sixty-eight of the subdivision of lot three hundred and forty-eight (348-67 and 348-68), on the official plan and book of reference of the village of Longueuil, (now town of Longueuil) ; the said lots being bounded in front by Chambly road—with a house and other buildings thereon erected, to be sold *en bloc* as one lot.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, on the TWELFTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Montréal, 6th April, 1898.
[First published, 9th April, 1898.]

ALIAS VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME MARGARET BRENNAN**, of the city and district of Montreal, widow of the late Michael Patrick Ryan, in his lifetime of the same place, esquire, collector of custom, in her quality of testamentary executrix to the estate of the said late Michael Patrick Ryan, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOHN F. CAMPBELL, of the city and district of Montreal, clerk, Dame Catherine *alias* Kate Kelly, wife common as to property of the said John F. Campbell, by her said husband duly authorized to the effect of these presents, and the said John F. Campbell, also hereto present for the purpose of authorizing his said wife, Thomas Kelly, conductor, and John Kelly, letter carrier, both of the said city of Montreal, Elizabeth Kelly, wife of Edouard Bisson, of the city of Burlington, in the State of Vermont, one of the United States of America, by her husband duly authorized to the effect of these presents, and the said Edouard Bisson hereto present for the purpose of authorizing his said wife, Mary Kate Norris, wife of Charles Boyles, of the city of Boston, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, by her said husband duly authorized to the effects of these presents, and the said Charles Boyles hereto present for the purpose of authorizing his said wife, Elizabeth Norris, of West Bay City, in the State of Michigan, one of the United States of America, widow of the late William Massey, in his lifetime of the same place, Annie Norris, of West Bay City aforesaid, widow of the late Thomas Hannifin, in his lifetime of the same place, and the said John F. Campbell, in his quality of tutor to the property of Leo Stanislas Norris, of West Bay City aforesaid, minor child issue of the marriage of the late Dame Mary Ann Kelly, in her lifetime of West Bay City aforesaid, and Patrick Norris, of the same place, clerk, Defendants. Seized as belonging to the said Defendants, except to John F. Campbell, personally.

The lands and tenements mentioned in the schedule marked A annexed to the writ.

Ces deux lots de terres sis et situés dans le quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal, connus et désignés comme les lots numéros dix-sept cent quatre-vingt-trois (1783) et dix-sept cent quatre-vingt-dix-neuf (1799), des plan et livre de renvoi officiels pour le dit quartier de Sainte-Anne, de la dite cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites, les dits lots faisant front aux rues Notre-Dame et Saint-Maurice, de la dite cité de Montréal. Les dits deux lots ne formant qu'une seule exploitation.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu le dix-septième jour de février dernier (1898), aura lieu en mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

A la folle enchère, frais et charges de George Carpenter, le ci-devant adjudicataire, sous toutes peines que de droit et même par contrainte par corps.

Un dépôt de quatre cents piastres en or ou papier monnaie de la Puissance du Canada (Dominion legal tender) sera requis de chaque enchérisseur au moment de son enchère.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,

Montréal, 14 avril 1898.

[Première publication, 16 avril 1898.]

Shérif.

1751-2

Those two lots of lands situated, lying and being in the Sainte Ann's ward, in the city of Montreal, known and designated as lots numbers seventeen hundred and eighty-three (1783), and seventeen hundred and ninety-nine (1799), on the official plan and book of reference for the said Sainte Ann's ward, of the said city of Montreal—with buildings thereon erected, fronting said lots on Notre Dame and Saint Maurice streets, of the said city of Montreal. The said two lots forming but one plot.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, which should have taken place in my office on the seventeenth day of February last, 1898, will take place at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

At the resale, costs and charges of George Carpenter, the former purchaser, under all legal penalties and even coercive imprisonment.

A deposit of four hundred dollars in gold or in current money of the Dominion of Canada (Dominion legal tender), will be required from each bidder at the moment of his bid.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Montreal, 14th April, 1898.

[First published, 16th April, 1898.]

Sheriff.

1752

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux tenans et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **MATHEW MOODY** ET
No 1179. } **HENRY MOODY**,
tous deux de la ville de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, manufacturiers d'instruments aratoires, faisant affaire en société comme tels à Terrebonne, sous le nom de "Mathew Moody & Sons"; contre **JOSEPH LECLERC**, de la paroisse de Saint-Basile, dans le comté de Portneuf, à savoir :

Le lot No 391 (trois cent quatre-vingt-onze), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Basile, comté de Portneuf, étant une terre située rang Sainte-Anne—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Basile, le TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,

Québec, 28 avril 1898.

[Première publication, 30 avril 1898.]

Shérif.

1929

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **MATHEW MOODY** AND
No. 1179. } **HENRY MOODY**, both
of the town of Terrebonne, in the county of Terrebonne, manufacturers of farming implements, doing business in partnership as such at Terrebonne, under the style and firm of "Mathew Moody & Sons"; against **JOSEPH LECLERC**, of the parish of Saint Basile, in the county of Portneuf, to wit :

Lot No. 391 (three hundred and ninety-one), of the official cadastre of the parish of Saint Basile, in the county of Portneuf, being a lot of land situate in the Saint Ann's range—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Basile, the THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office,

Quebec, 28th April, 1898.

[First published, 30th April, 1898.]

Sheriff.

1930

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **JOSEPH LABERGE**, maître
No 2061. } **plombier**, de la cité de Québec ; contre **EPIPHANE GOULET**, de la cité de Québec, à savoir :

La moitié nord-est du No 166, (cent soixante et six) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un demi emplacement situé rue Bédard, et contenant vingt pieds de front sur soixante pieds de profondeur ; borné vers le nord à la dite rue Bédard, vers le sud au numéro cinquante-cinq, des concessions de la rue Parent, d'un côté à l'est à Jean Drouin, et de l'autre côté à l'ouest à l'autre moitié du dit emplacement possédé par Magloire Simard—avec bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TROISIEME jour de JUIN prochain, à

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **JOSEPH LABERGE**, master
No. 2061. } **plumber**, of the city of Québec ; against **EPIPHANE GOULET**, of the city of Québec, to wit :

The north east half of No 166 (one hundred and sixty-six), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Québec, being a half lot situate in Bédard street, and containing twenty feet in front by sixty feet in depth ; bounded on the north by the said Bédard street, on the south by number fifty-five of the concessions of Parent street, on one side to the east by Jean Drouin, and on the other side to the west by the other half of the said lot possessed by Magloire Simard—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in

DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 28 avril 1898. 1931
[Première publication, 30 avril 1898.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : **D**AME ADELE CHAPERON, de la paroisse Saint-Pierre et Saint-Paul, dite Baie Saint-Paul, veuve de feu Léandre Gobeil, en son vivant du même lieu, cultivateur ; contre **PIERRE LECLERC**, cultivateur, de la paroisse Saint-Louis de l'Isle aux Coudres, Défendeur, savoir :

1° Un lot de terre situé en la paroisse Saint-Louis de l'Isle aux Coudres, dans le rang de la banlieue, désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse Saint-Louis de l'Isle aux Coudres, sous le numéro cent quarante-huit (148)—avec bâtisses et dépendances.

2° La moitié indivise d'un lot de terre situé dans la dite paroisse de Saint-Louis de l'Isle aux Coudres, dans le rang de la Branche et désigné sur le dit plan et livre de renvoi sous le numéro quatre cent trente cinq (435).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse Saint-Louis de l'Isle aux Coudres, le **P**REMIER jour de **J**UIN prochain, à **D**IX heures du matin.

P. H. CIMON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 22 avril 1898. 1651-2
[Première publication, 30 avril 1898.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

District de Terrebonne, } **F**RANCOIS-XA-
Sainte-Scholastique, à savoir : } **V**IER PER-
No 989. } **R**IER, Demandeur ;
vs. **JULES LAPOINTE**, Défendeur, savoir :

Un emplacement situé sur la rue Saint-Jean-Baptiste, au village de la paroisse de Saint-Benoît, district de Terrebonne, faisant partie du lot de terre désigné sous le numéro trois cent cinq (305), aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Benoît, prenant dans la ligne sud du dit lot, contenant quarante-quatre pieds de front sur cent soixante pieds de profondeur, plus ou moins, mesure française ; borné en front par la rue Saint-Jean-Baptiste, en profondeur par le terrain de la fabrique (No 311), au nord par le reste du dit lot (305 et du côté sud par le lot (No 304)—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique du village de St Benoît, dit district, le **P**REMIER jour de **J**UIN prochain, à **D**IX heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 26 avril 1898. 1901
[Première publication, 30 avril 1898.]

the morning. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 28th April, 1898. 1932
[First published, 30th April, 1898.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : **D**AME ADELE CHAPERON, of the parish of Saint Pierre and Saint Paul, called Baie Saint Paul, widow of the late Léandre Gobeil, in his lifetime of the same place, farmer ; against **PIERRE LECLERC**, farmer, of the parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres, Defendant, to wit :

1. A land situate in the parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres, in the rang of la Banlieue, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres, as number one hundred and forty-eight (148)—with buildings and dependencies.

2. The undivided half of a lot of land situate in the said parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres, in the range de la Branche and designated on the official plan and book of reference as number four hundred and thirty-five (435).

To be sold at the church door of the parish of St Louis de l'Isle aux Coudres, on the **F**IRST day of **J**UNE next, at **T**EN of the clock in the forenoon.

P. H. CIMON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Malbaie, 22nd April, 1898. 1652
[First published, 30th April, 1898.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Terrebonne, } **F**RANCOIS
Saint Scholastique, to wit : } **X**AVIER
No 989. } **P**ERRIER,
Plaintiff, vs. **JULES LAPOINTE**, Defendant, to
wit :

A lot situate on Saint Jean Baptiste street, in the village of the parish of Saint Benoit, district of Terrebonne, forming part of the lot of land known and designated as number three hundred and five (305), on the official plan and book of reference for the parish of Saint Benoit, and being in the south line of the said lot, containing forty-four feet in front by one hundred and sixty feet in depth, more or less, french measure ; bounded in front by Saint Jean Baptiste street, in rear by the Fabrique lot (No 311), on the north by the residue of said lot (No. 305), and on the south side by lot (No. 304)—with buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the village of Saint Benoit, said district on the **F**IRST day of **J**UNE next, at **T**EN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 26th April, 1898. 1902
[First published, 30 April, 1898.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, dans et pour le comté de Maskinongé.
—*District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **GEORGE CARON**,
No. 957. } Demandeur ; vs.
JOSEPH JULIEN, FILS, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Paulin, sur le canton d'Hunterstown, concession des Allumettes, connue et désignée sous le numéro quatre-vingt-treize (93), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour le dit canton d'Hunterstown—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paulin, le **DIXIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 6 avril 1898. 1653-2
[Première publication, 9 avril 1898.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, in and for the county of Maskinongé.
—*District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **GEORGE CARON**, Plain-
No. 957. } tiff ; vs. **JOSEPH**
JULIEN, JUNIOR, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Paulin, in the township of Hunterstown, concession des Allumettes, known and designated as number ninety-three (93), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said township of Hunterstown—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paulin, on the **TENTH** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 6th April, 1898. 1654
[First published, 9th April, 1898.]

Avis du Gouvernement

917-97

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Détacher des lots 9 et 10 du deuxième rang nord, canton de Hope, comté de Bonaventure, de la municipalité scolaire de Saint-Godefroi, et les annexer à la municipalité scolaire de Port Daniel ouest, même comté, pour les écoles protestantes.

1935

Government Notices

917-97

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

To detach lots 9 and 10 of second range north, township of Hope, Bonaventure county, from the school municipality of Saint Godefroi, and to annex them to the school municipality of Port Daniel west, same county, for protestant school purposes.

1936

Avis Divers

La Société Nationale de Sculpture, corps doué de la personnalité civile, ayant son siège en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, donne avis qu'elle demandera durant le mois suivant la dernière publication de cet avis, au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, en vertu des lois concernant les compagnies à fonds social, de lui accorder des lettres patentes supplémentaires, aux fins suivantes :

1° De changer son nom pour celui de "L'Apollon".

2. De lui permettre d'encourager les arts, avec pouvoirs d'exposer, vendre, échanger, et distribuer par la voix du sort ou autrement, des productions artistiques ; de former des classes spéciales de membres honoraires et de membres associés, avec ou sans responsabilité et avec pouvoirs limités ; de porter son fonds social à cent cinquante mille piastres ; de pouvoir construire, maintenir et subventionner des édifices, musées et écoles, destinés aux arts, d'une valeur de cent mille piastres, et, à ces fins, d'acquérir et aliéner tous meubles et immeubles, et émettre des obligations au montant de cent cinquante mille piastres, dont partie pourra être des obligations à lots, avec ou sans primes, chaque obligation devant être de cent piastres, ou du montant et en la manière fixés par les règlements ; de réglementer l'émission, le rachat, l'imputation du produit de la vente, des dites obligations, et émettre d'autres obligations au fur et à mesure du rachat de celles précédemment émises ; de s'amalgamer

Miscellaneous Notices

"La Société Nationale de Sculpture," a body politic and corporate, having its chief place of business in the city and district of Montreal, hereby give notice that they will petition during the month following the last insertion of this present notice, the Lieutenant-Governor in council, by and in virtue of the laws relating to Joint Stock Companies, to grant to them supplementary letters patent for the following objects :

1. To change the name of "La Société Nationale de Sculpture" to that of "L'Apollon".

2. To authorize them to encourage the arts, with power to expose, sell, exchange and allot by way of drawings artistic productions ; to establish special classes of honorary and associate members, with or without responsibility, and with limited powers ; to increase the capital stock to one hundred and fifty thousand dollars ; to have the right to build, maintain and subsidize buildings, museums and schools to be used for artistic purposes, of the value of one hundred thousand dollars ; and for these purposes to acquire and alienate all moveable and immoveable property, and issue debentures to the amount of one hundred and fifty thousand dollars, of which a part may be in debentures drawn by lot, with or without premium, each debenture being for the sum of one hundred dollars, or for the sum fixed by by-law ; to regulate the issue, redemption and application of the proceeds of the sale of the said debentures, and to issue other debentures to cover the price of redemption of those already issued ; to

avec toute autre société fondée dans un but artistique, et de fusionner les intérêts et les pouvoirs des deux sociétés ;

3° De limiter la responsabilité des membres de la dite société.

MODORE, GUERIN & PERRON,
Avocats de la requérante.

Montréal, 21 avril 1898.

1943

amalgamate with other societies founded with artistic objects, and to amalgamate the interest and powers of these societies.

3. To limit the liability of the members of the said company.

MODORE, GUERIN & PERRON,
Attorneys for Petitioners.

Montreal, 21st April, 1898.

1944

Avis de Faillites

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Joliette. }

In re Guibault & Gravel, Joliette, Insolubles.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 16 mai 1898.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

E. G. PICHÉ,
Curateur.

Joliette, 27 avril 1898.

1945

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }

Dans l'affaire de Pouliot & Pagé, Québec, Insolubles.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 16 mai 1898, après laquelle date ce dividende sera payable à notre bureau.

PARADIS & JOBIN,
Curateurs.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 27 avril 1898.

1937

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saguenay. }

Avis est par le présent donné que H. Dufour & Cie, marchands, de la Malbaie, ont, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le 23 avril 1898, au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Saguenay, conformément à la loi.

PARADIS & JOBIN,
Comptables publics.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 27 avril 1898.

1939

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }

Avis est par le présent donné que J. S. Dery & Cie., marchands de chaussures de Québec, ont, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le 28 avril 1898, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, conformément à la loi.

GEO. DARVEAU,
Gardien provisoire.

Bureau : 244 rue Saint-Joseph.
Québec, 29 avril 1898.

1947

Bankrupt Notices

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Joliette. }

In re Guibault & Gravel, Joliette, Insolvents.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at my office, in or after 16th May, 1898.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

E. G. PICHÉ,
Curator.

Joliette, 27th April, 1898.

1946

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }

In the matter of Pouliot & Pagé, Quebec, Insolvents.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 16th of May, 1898, after which date dividend will be payable at our office.

PARADIS & JOBIN,
Curators.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 27th April, 1898.

1938

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saguenay. }

Notice is hereby given that H. Dufour & Cie, merchants, of Murray Bay, have, on the 23rd of April, 1898, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the protonotary's office of the Superior Court for the district of Saguenay, according to law.

PARADIS & JOBIN,
Public accountants.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 27th April, 1898.

1940

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }

Notice is hereby given that J. S. Dery & Cie, boot and shoe dealers, of Quebec, have, on the 28th day of April, 1898, made an assignment of their assets for the benefit of their creditors, at the protonotary's office of the superior court, according to law.

GEO. DARVEAU,
Provisional guardian.

Office : 244, Saint Joseph street,
Quebec, 29th April, 1898.

1948

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 7

Index of the Quebec Official Gazette, No. 17

	Pages
ANNEXIONS DE MUNICIPALITÉS :	
Annexer divers lots de la paroisse de Saint-Lin à la municipalité de la ville des Laurentides.....	1000
Annexer partie du canton de Pope à Port Daniel Ouest.....	1026
Annexer partie du quartier Saint-Denis à Saint-Grégoire le Thaumaturge.....	997
ANNONCEURS :	
<i>Avis aux :</i>	
Concernant avis, etc.....	989
BILLS PRIVÉS, P. Q. :	
<i>Avis au sujet des :</i>	
Assemblées législatives.....	1001
Conseil législatif.....	1000
CHEMIN DE FER QUÉBEC CENTRAL :	
Assemblée générale annuelle des actionnaires.....	1003
FAILLIS :	
Dufour & Cie.....	1027
Guilbeault & Gravel.....	1027
Jacobie.....	1010
Poirier.....	1010
Pouliot & Pagé.....	1027
Very.....	1010
LETTRES PATENTES, DEMANDÉS DE :	
Champion Advertising Co.....	1006
Cie d'électricité de Soulanges.....	1009
Holmes Electric Protective Coy of Montreal.....	1008
The Crawford Land Coy.....	100
The Joliette Shoe Co.....	1006
The Northrup Loom Coy of Canada.....	1007
T. Préfontaine & Company.....	1107
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :	
L'Apollon.....	1026
LICITATIONS :	
Robert vs Labelle <i>ex-qual</i>	1011
MINUTES DE NOTAIRE TRANSFÉRÉES :	
En faveur de S. Fraser.....	997
MUNICIPALITÉ :—Publication dans une seule langue,—demande de :	
Saint-Cléophas.....	1070
MUNICIPALITÉ :—Publication dans une seule langue,—demande accordée :	
Saint-Jean Chrysostôme.....	996
MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :	
Bourbonnais.....	997
Leslie.....	997
Ville-Marie.....	997
NOMINATION DE LIQUIDATEURS :	
Boucher <i>et al.</i>	1011

	Pages
MUNICIPALITIES ANNEXED :	
To annex several lots of the parish of Saint Lin to the municipality of the town of the Laurentides.....	1000
To annex part of township of Pope to Port Daniel West.....	1026
To annex part of Saint Denis ward to Saint Grégoire le Thaumaturge.....	997
ADVERTISERS :	
<i>Notice to :</i>	
Respecting notices, &c.....	989
PRIVATE BILLS, P. Q. :	
<i>Notice Respecting the :</i>	
Legislative Assembly.....	1001
Legislative Council.....	1000
QUEBEC CENTRAL RAILWAY :	
Annual general meeting of shareholders .	1003
INSOLVENTS :	
Dufour & Cie.....	1027
Guilbeault & Gravel.....	1027
Jacobie.....	1010
Poirier.....	1010
Pouliot et Pagé.....	1027
Very.....	1010
LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :	
Champion Advertising Co.....	1006
Cie d'électricité de Soulanges.....	1009
Holmes Electric Protective Coy of Montreal.....	1008
The Crawford Land Coy.....	1008
The Joliette Shoe Co.....	1006
The Northrup Loom Coy of Canada.....	1007
T. Préfontaine & Company .	1007
SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :	
L'Apollon.....	1026
LICITATIONS :	
Robert vs Labelle <i>ex-qual</i>	1011
MINUTES OF NOTARIES TRANSFERRED :	
In favor of S. Fraser.....	997
MUNICIPALITY :—Publication in one language only,—application for :	
Saint Cléophas.....	1000
MUNICIPALITY :—Publication in one language only,—application granted :	
Saint Jean Chrysostôme.....	996
SCHOOL MUNICIPALITIES :	
Bourbonnais.....	997
Leslie.....	997
Ville-Marie.....	997
APPOINTMENT OF LIQUIDATORS :	
Boucher <i>et al.</i>	1011

NOMINATIONS

Commissaire d'écoles :

Shefford..... 990

Conseillers municipaux :

Saint-Urbain..... 989

Syndic d'écoles :

Village Saint-André..... 989

PROCLAMATIONS :

Convocation des Chambres *pro forma*.... 991

Jour des Arbres..... 990

RATIFICATION :

Dme Dompierre..... 1012

RÈGLEMENTS :

Concernant les édifices publics..... 992

RÈGLE DE COUR :

The Canadian Mica Coy 1011

RÈGLES DE PRATIQUE :

Des cours supérieure et de circuit, (voir supplément.)

SÉPARATIONS DE BIENS :

Dme Blondin vs Major..... 1005

Dme Brady vs Dunn..... 1005

Dme Brosseau vs Brossard..... 1005

Dme Durocher vs Chalut..... 1006

Dme Gould vs Kenton..... 1004

Dme Julien vs Marion..... 1005

Dme Legaré vs Berthelet..... 1004

Dme McDonald vs Gillies..... 1004

Dme McLean vs Bell..... 1004

Dme Roger vs Paquin..... 1005

Dme Thibaudeau vs Lord..... 1006

Dme Varney vs Andrews..... 1005

SÉPARATION DE CORPS :

Ouellet vs Dme Morneau..... 1006

TOWNSHIP DE LA COURONNE :

Lois de cession, etc. :

Canton Bergeronnes..... 999

Canton Blake..... 998

Canton Bulstrode..... 998

Canton Cabano..... 999

Canton Demers..... 999

Canton Déquen..... 999

Canton Dionne..... 999

Canton Dorion..... 999

Canton Egan..... 998

Canton Langevin..... 999

Canton Lessard..... 999

Canton Nouvelle..... 999

Canton Nouvelle..... 1000

Canton Patton..... 999

Canton Sgnaï..... 999

Canton Spalding..... 998

CONTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHBASKA :

Armstrong vs Landry..... 1015

Martin vs Noël..... 1015

Thibeault, failli..... 1014

Thousignant *et vir* vs Chrétien *et al*..... 1014

APPOINTMENTS :

School Commissioner :

Shefford..... 990

Municipal Councillors :

Saint Urbain..... 989

School trustee :

Village Saint André..... 989

PROCLAMATIONS :

Parliament convoked *pro forma*..... 991

Arbor day..... 999

RATIFICATION :

Dme Dompierre..... 1012

RULES :

Relating to the public buildings..... 992

RULE OF COURT :

The Canadian Mica Coy 1011

RULES OF PRACTICE :

Of superior and circuit courts (see Supplement)

SEPARATIONS AS TO PROPERTY

Dme Blondin vs Major..... 1005

Dme Brady vs Dunn..... 1005

Dme Brosseau vs Brossard..... 1005

Dme Durocher vs Chalut..... 1006

Dme Gould vs Kenton..... 1004

Dme Julien vs Marion..... 1005

Dme Legaré vs Berthelet..... 1004

Dme McDonald vs Gillies..... 1004

Dme McLean vs Bell..... 1004

Dme Roger vs Paquin..... 1005

Dme Thibaudeau vs Lord..... 1006

Dme Varney vs Andrews..... 1005

SEPARATION FROM BED :

Ouellet vs Dme Morneau..... 1006

TOWNSHIP

Notice of cancellation, etc. :

Township Bergeronnes..... 999

Township Blake..... 998

Township Bulstrode..... 998

Township Cabano..... 999

Township Demers..... 999

Township Dequen..... 999

Township Dionne..... 999

Township Dorion..... 999

Township Egan..... 998

Township Langevin..... 999

Township Lessard..... 999

Township Nouvelle..... 999

Township Nouvelle..... 1000

Township Patton..... 999

Township Signai..... 999

Township Spalding..... 998

SHERIFF'S SALES

ARTHBASKA

Armstrong vs Landry..... 1015

Martin vs Noël..... 1015

Thibeault, insolvent..... 1014

Thousignant *et vir* vs Chrétien *et al*..... 1014

BEAUCHE :

Roberge vs Campbell..... 1015

BEDFORD :

Cyr vs Poirier..... 1016
 Dame Knowlton vs Wilkinson..... 1016

CHICOUTIMI :

Filion vs Dame Lespérance 1018
 Fortin vs Blackburn 1017
 Gauthier vs Laberge 1017
 Gauthier vs Laberge 1017
 Sewell vs Gosselin 1018

INERVILLE :

Brisbin vs Fosburgh 1019

MONTREAL :

Beauchamp vs Munro 1019
 Bertrand vs Meunier..... 1020
 Borland *et al* vs Johnson 1021
 Dame Brennan vs Campbell *et al* 1023
 Dame Foos vs Irvine..... 1022
 Les commissaires d'écoles, municipalité de
 Saint-Grégoire le Thaumaturge vs
 Dme Pow..... 1022
 Mallette vs Marcotte 1021
 Ploussard vs Todd 1020
 The Montreal Loan & Mortgage Coy vs
 Bélanger..... 1023

QUÉBEC :

Laberge vs Goulet 1024
 Moody *et al* vs Leclerc 1024

SAGUENAY :

Dame Chaperon vs Leclerc..... 1025

TERREBONNE :

Perrier vs Lapointe..... 1025

TROIS-RIVIÈRES :

Caron vs Julien..... 1026

BEAUCHE :

Roberge vs Campbell..... 1015

BEDFORD :

Cyr vs Poirier..... 1016
 Dame Knowlton vs Wilkinson..... 1016

CHICOUTIMI :

Filion vs Dame Lespérance 1018
 Fortin vs Blackburn 1017
 Gauthier vs Laberge 1017
 Gauthier vs Laberge 1017
 Sewell vs Gosselin 1018

INERVILLE :

Brisbin vs Fosburgh 1019

MONTREAL :

Beauchamp vs Munro 1019
 Bertrand vs Meunier..... 1020
 Borland *et al* vs Johnson 1021
 Dame Brennan vs Campbell *et al* 1023
 Dame Foos vs Irvine..... 1022
 The school commissioners, municipality of
 Saint Grégoire le Thaumaturge vs
 Dame Pow..... 1022
 Mallette vs Marcotte..... 1021
 Ploussard vs Todd 1020
 The Montreal Loan & Mortgage Coy vs
 Bélanger..... 1023

QUÉBEC :

Laberge vs Goulet 1024
 Moody *et al* vs Leclerc 1024

SAGUENAY :

Dame Chaperon vs Leclerc..... 1025

TERREBONNE :

Perrier vs Lapointe..... 1025

TROIS RIVIÈRES :

Caron vs Julien..... 1026